COMMISSARIAT
GÉNÉRAL AU
DÉVELOPPEMENT
DURABLE

Centre de ressources

Bulletin de veille du CRDD

N° 11-12/ 2013

Novembre – décembre 2013



Le CRDD – Centre de ressources du développement durable

Tour Voltaire 01-18
92055 La Défense cedex
Tél. : 01 40 81 17 92 ou 93

crdd@developpement-durable.gouv.fr

Ouvert de 9h à 17h30

Son site internet

www.crdd.developpement-durable.gouv.fr

Vous y trouverez entre autres :

– le bulletin de veille

– la base Témis

- 75 000 références	**- d'études**
	- d'ouvrages
	- de documents statistiques
	- d'articles de presse spécialisée
- texte intégral	**- d'une sélection d'études et de statistiques**

Tous les documents présentés dans le bulletin de veille sont disponibles au CRDD

Sommaire

- **REVUE DE PRESSE**

VIENT DE PARAITRE AU CGDD

AGRICULTURE

20759

MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable, INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE, OBSERVATOIRE DU DEVELOPPEMENT RURAL
BORTZMEYER (M), FAIQ (C), FUZEAU (V), CAHUZAC (E), ALLAIRE (G), THEROND (O)
Les prairies permanentes : évolution des surfaces en France. Analyse à travers le Registre parcellaire graphique.
http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-prairies-permanentes-evolution.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 14 p., bibliogr., cartes, graph.
col. : *Etudes et documents du CGDD* n° 96

Les prairies permanentes portent de nombreux enjeux économiques, environnementaux et culturels et font l'objet d'une attention particulière des pouvoirs publics. Entre 2006 et 2010, les surfaces déclarées en prairies permanentes ont chuté de 6,3%, dont 3% sur la seule période 2009-2010, pour représenter en 2010 un cinquième de la surface agricole utile (SAU). Cette évolution affecte plus particulièrement le Nord-Ouest et le Sud-Est de la France. Au niveau des parcelles, cette évolution se traduit par des retournements, mais aussi par des changements de déclaration au profit des autres surfaces en herbe (praires temporaires, landes et estives). Dans ce dernier cas, la diminution relève essentiellement d'artefacts déclaratifs, résultant de l'adaptation de la stratégie des agriculteurs aux modifications de dispositifs politiques de soutien à l'herbe. Elle appelle toutefois à la vigilance car le déclassement d'une prairie permanente lui fait perdre son statut protecteur et rend possible à terme le retournement.

AGRICULTURE, ESPACE AGRICOLE, POLITIQUE AGRICOLE
OCCUPATION DES SOLS, SURFACE
FRANCE, REGIONS

21316

MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable, SOLAGRO, ASSOCIATION ACTA
VERGEZ (A), BORTZMEYER (M)
Analyse d'un indicateur "biodiversité" pour les produits agricoles dans le cadre de l'affichage environnemental.
http://www.developpement-durable.gouv.fr/Analyse-d-un-indicateur.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 18 p., bibliogr., graph.
col. : *Etudes et documents du CGDD* n° 99

L'affichage environnemental des produits, pour être objectif et complet, doit être multi-critères. S'agissant du secteur agro-alimentaire, les trois enjeux environnementaux principaux sont : le changement climatique, la pollution et la consommation de l'eau ainsi que l'érosion de la biodiversité. En l'absence de méthodologie reconnue pour ce dernier enjeu, cette étude, pilotée par le MEDDE - CGDD et réalisée par Solagro et ACTA, a visé à construire et à calculer un indicateur biodiversité. L'indicateur biodiversité est fondé sur les infrastructures agro-écologiques (IAE) présentes dans les exploitations agricoles.

AGRICULTURE, PRODUIT AGRICOLE
AFFICHAGE ENVIRONNEMENTAL, BIODIVERSITE, INDICATEUR ENVIRONNEMENT, METHODE DE CALCUL

AMENAGEMENT

CONSTRUCTION - LOGEMENT

17600

CGDD Service de l'observation et des statistiques
Construction de logements (France entière).
Résultats à fin octobre 2013 - Chiffres et statistiques n° 467 - novembre 2013.
Résultats à fin septembre 2013 - Chiffres et statistiques n° 459 - octobre 2013.
http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/logement-construction/s/logements.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 4 p., cartes, graph., tabl.
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Logement-Construction*

CONSTRUCTION NEUVE, LOGEMENT AUTORISE, LOGEMENT COLLECTIF, LOGEMENT COMMENCE, LOGEMENT INDIVIDUEL, MAISON INDIVIDUELLE, PERMIS DE CONSTRUIRE, SITADEL, STATISTIQUES DE LA CONSTRUCTION, SURFACE
DEPARTEMENTS

17604

CGDD Service de l'observation et des statistiques
Commercialisation des logements neufs. Résultats au troisième trimestre 2013 - Chiffres et statistiques n° 468 - novembre 2013.
http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/logement-construction/s/promotion-immobiliere.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 5 p., graph., tabl.
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Logement-Construction*

APPARTEMENT, COMMERCIALISATION DES LOGEMENTS, LOGEMENT NEUF, MAISON, MAISON INDIVIDUELLE, PRIX DE VENTE, PRIX DU LOGEMENT, STATISTIQUES DE LA CONSTRUCTION, VENTE DE LOGEMENT
REGIONS

URBANISME - VILLES

20868

MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CGDD Direction de la recherche et de l'innovation
CENTRE D'ETUDES ET DE RECHERCHES ADMINISTRATIVES, POLITIQUES ET SOCIALES, ASCONIT CONSULTANTS, CITES TERRITOIRES ENVIRONNEMENT ET SOCIETES, UNIVERSITE Paris VIII Vincennes - Saint-Denis, CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
ARCHAMBEAU (Olivier), ARNAUTOVIC (Pierre-Alexandre), BENCHENDIKH (François), DEBRAY (Adèle), LARRUE (Corinne), VIEILLARD (Sylvie)
Projet Biodiv PMV (Petites et Moyennes Villes). La ville petite et moyenne : terrain de formalisation du développement durable. Constitution d'un réseau d'acteurs et recherche exploratoire par le biais de la biodiversité.
Mai 2013.
http://temis.documentation.developpement-durable.gouv.fr/document.xsp?id=Temis-0078961&n=1&q=%28%2Bcote%3A|20868|%29&
Lille, CERAPS, 2013 - 230 p., bibliogr., ann., tabl.
Programme : PIRVE

Cette recherche relève d'une démarche exploratoire de recherche-action sur l'élaboration de trames verte et bleue (TVB) et d'un schéma régional de cohérence écologique. A partir d'études de cas situés dans la Région Picardie, ses principaux résultats portent sur : l'identification de plusieurs méthodologies de mise en œuvre de la TVB à différentes échelles, qui engendrent des degrés d'opposabilité variés à l'égard des documents d'urbanisme des villes petites et moyennes ; la mise en évidence de l'importance des multiples niveaux d'acteurs, et le rôle de passeurs de certains d'entre eux en regard de l'éparpillement du savoir expert ; la nécessité de préparation et d'accompagnement de la communication sur la politique de TVB pour permettre l'appropriation et l'aboutissement de démarches ambitieuses de définition concertée dans les territoires concernés.
Ses résultats doivent être approfondis dans le cadre d'une recherche complémentaire dans le cadre du programme DIVA 3 "Action publique, Agriculture et Biodiversité" portant sur les "Les Espaces RUraux au Défi des Infrastructures Écologiques (ERUDIE). Innovations pour l'action publique et conséquences sur les usages des ressources naturelles".

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, URBANISME, VILLE, VILLE MOYENNE
BIODIVERSITE, CORRIDOR ECOLOGIQUE, GOUVERNANCE, PLANIFICATION URBAINE, PROGRAMME DE RECHERCHE, SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE, STATUT JURIDIQUE, TRAME VERTE
AMIENS, NANTES, PICARDIE

ENERGIE - MATIERES PREMIERES

17632 CGDD Service de l'observation et des statistiques
Prix du gaz et de l'électricité en France et dans l'Union européenne en 2012.
Chiffres et statistiques n° 461- novembre 2013.
http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/energie-climat/s/prix-energies.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 7 p., tabl., graph.
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Energie*

ELECTRICITE, ENTREPRISE, MENAGE, PRIX DE L'ENERGIE
COMPARAISONS INTERNATIONALES, GAZ NATUREL, STATISTIQUES DE L'ENERGIE
EUROPE, FRANCE

17607 CGDD Service de l'observation et des statistiques
Conjoncture énergétique - octobre 2013. Chiffres et statistiques n° 471 - décembre 2013.
Conjoncture énergétique - septembre 2013. Chiffres et statistiques n° 462 - novembre 2013.
http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/energie-climat/s/tous-secteurs.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 9 p., graph., tabl.
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Energie*

CHARBON, CONSOMMATION D'ENERGIE, ELECTRICITE, ENERGIE, ENERGIE EOLIENNE, ENERGIE NUCLEAIRE, EXPORTATION, FIOUL, GAZOLE, IMPORTATION, PETROLE, PRIX DE L'ENERGIE, PRODUIT PETROLIER
CO2, CONJONCTURE ENERGIE, EMISSIONS, ENERGIE HYDRAULIQUE, FACTURE ENERGETIQUE, GAZ NATUREL, INDICATEUR, PRODUCTION D'ENERGIE, STATISTIQUES DE L'ENERGIE

ENERGIE RENOUVELABLE

17620 CGDD Service de l'observation et des statistiques
Tableau de bord éolien-photovoltaïque. Troisième trimestre 2013.
Chiffres et statistiques n° 469 - novembre 2013.
http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/energie-climat/s/energies-renouvelables.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 5 p., cartes, tabl., graph.
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Energie*

ELECTRICITE, ENERGIE EOLIENNE, ENERGIE SOLAIRE
ENERGIE RENOUVELABLE, EOLIENNE, INSTALLATION ELECTRIQUE, PRODUCTION D'ENERGIE, PUISSANCE ENERGETIQUE, STATISTIQUES DE L'ENERGIE, TABLEAU DE BORD
DOM, REGIONS

ENVIRONNEMENT

CHANGEMENT CLIMATIQUE

17567 MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CGDD Service de l'observation et des statistiques, DIRECTION GENERALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT, CAISSE DES DEPOTS Climat Recherche, OBSERVATOIRE NATIONAL SUR LES EFFETS DU RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE
Chiffres clés du climat France et Monde.- Edition 2014.
Key figures on climate France and Worldwide.- Edition 2014.
http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2040/1072/chiffres-cles-climat-france-monde-edition-2014.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 48 p., tabl., cartes, graph., lexique
col. : *Repères CGDD*

Cette publication a pour ambition d'informer sur le réchauffement climatique, ses mécanismes, ses causes et effets ainsi que sur les dispositifs internationaux mis en place pour le circonscrire.
L'édition 2014 présente des données et illustrations issues du volume 1 du 5e rapport du Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) qui remplacent celles issues du rapport précédent de 2007. Une double page comparant les résultats des approches « empreinte » et « territoire » pour les émissions de gaz à effet de serre a été ajoutée.

ENERGIE, GAZ, POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT, PREVISION
CHANGEMENT CLIMATIQUE, COMPARAISONS INTERNATIONALES, COOPERATION INTERNATIONALE, EFFET DE SERRE, EMISSIONS DE CO2, EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE, EMISSIONS PAR SECTEUR, EMPREINTE ECOLOGIQUE, MARCHE DU CARBONE, PERMIS D'EMISSION, PRIX DU CARBONE, PROTOCOLE DE KYOTO, REDUCTION DES EMISSIONS, STATISTIQUES DE L'ENVIRONNEMENT, SYSTEME COMMUNAUTAIRE D'ECHANGE DE QUOTAS D'EMISSIONS, TEMPERATURE
EUROPE, FRANCE, MONDE

20923 MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CGDD Direction de la recherche et de l'innovation, AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE
ECOFOR
BONHEME (Ingrid), MILLIER (Claude), IMBARD (Maurice)
Programme de recherche "Gestion et impacts du changement climatique". Appel à projets de 2008. Résultats scientifiques et acquis pour les gestionnaires et décideurs.
http://www.gip-ecofor.org/gicc/?q=node/560
Paris, ECOFOR, 2013 - 230 p., bibliogr., graph., index
Programme : Gestion et impacts du changement climatique

Lancé en 1999, le programme a pour objectif de développer les connaissances en appui aux politiques publiques en considérant le
changement climatique sous l'angle de ses impacts, de l'adaptation nécessaire pour y faire face et des mesures d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre exigées. Pour cela, il mobilise conjointement des équipes de différentes disciplines : sciences physiques et biologiques pour la connaissance des impacts d'une part, sciences économiques, humaines et sociales au regard de l'atténuation et de l'adaptation d'autre part. Une dizaine d'appels à projets ont été lancés depuis le lancement de ce programme. Cet ouvrage présente les synthèses des quatorze projets qui, sélectionnés en 2008, se sont achevés en 2012. Des projets portent sur des mises en œuvre de l'atténuation, d'autres, plus nombreux, sur les impacts, la vulnérabilité et l'adaptation au changement climatique alors qu'un projet ouvre la voie vers les services climatiques.

ELEVAGE, FORET, MIGRATION, SCENARIO
ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE, CHANGEMENT CLIMATIQUE, ECONOMIE BAS CARBONE, ECONOMIE INDUSTRIELLE, ECOSYSTEME, ESPACE NATUREL, NEGOCIATION, PROGRAMME DE RECHERCHE, PROJECTION, RISQUE NATUREL, RISQUE SANITAIRE, VULNERABILITE
ALPES, BURKINA FASO, FLANDRE, GRECE, MALDIVES, NOUVELLE ORLEANS, RHONE ALPES, SENEGAL, TURQUIE

20855 MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CGDD Délégation au développement durable Mission prospective
TEC CONSEIL, LAZULI
DUBOIS (G), BENEVISE (F), CERON (JP)
Arbitrages individuels, choix collectifs : les modes de vie des ménages face aux politiques d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre. Novembre 2012.
Marseille, TEC Conseil, 2012 - 142 p., bibliogr., tabl., schémas
Programme : Transitions vers une économie écologique

Après un rappel des objectifs du programme "Transitions vers une économie écologique", ce rapport étudie la place des individus et des modes de vie dans les exercices de prospective puis les relations entre individuel et collectif dans l'étude de la consommation et des modes de vie. Il propose ensuite un protocole d'enquête, testé lors d'un focus group pilote (discussion de groupe guidée). Le focus group a permis de projeter des individus dans des visions d'avenir correspondant à différentes visions de la transition écologique, afin de sonder l'acceptabilité de ces visions puis de tester les possibilités de mettre en œuvre différents outils concrets dans le cadre de ces visions (budget carbone vacances, compteurs carbone, taxe et incitations).

CONSOMMATION, CONSOMMATION D'ENERGIE, ENQUETE, MENAGE, METHODOLOGIE, MODE DE VIE, PROSPECTIVE, SCENARIO
CHANGEMENT CLIMATIQUE, COMPORTEMENT, CONSOMMATION DURABLE, ECONOMIE BAS CARBONE, EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE, POLITIQUE PUBLIQUE, REDUCTION DES EMISSIONS, TRANSITION ECOLOGIQUE
EUROPE, FRANCE

DROIT DE L'ENVIRONNEMENT

18863 MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable
PHELEP (M), LABELLE (C)
Rapport sur l'activité de l'autorité environnementale locale en 2012.
http://www.developpement-durable.gouv.fr/Rapport-sur-l-activite-de-l,34384.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 50 p., graph., ann.

L'évaluation environnementale vise à prendre en compte les enjeux environnementaux au moment de la conception des plans et programmes et des projets. Elle contribue à éclairer les choix de développement et leurs impacts sur l'environnement.
L'autorité environnementale est exercée par les préfets, qui s'appuient sur les DREAL (directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement), pour toutes les opérations, qui font l'objet d'une décision locale et qui ne sont pas réalisées par le ministère de l'écologie. Dans les autres cas, l'autorité environnementale est exercée par le CGEDD (conseil général de l'environnement et du développement durable) ou le ministre de l'environnement.
L'année 2012 est marquée par l'entrée en vigueur de la réforme des études d'impact avec, en particulier, l'introduction de l'examen au cas par cas, à l'issue duquel l'autorité environnementale détermine, pour certains types de projet, la nécessité ou non de réaliser une étude d'impact.

ETUDE D'IMPACT, ORGANISATION ADMINISTRATIVE
AUTORITE ENVIRONNEMENTALE, EVALUATION ENVIRONNEMENTALE, IMPACT ENVIRONNEMENTAL, PROJET
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT, MINISTERE DE L'ECOLOGIE
REGIONS

20917 CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable, CETE Lyon, DIRECTION GENERALE DE L'AMENAGEMENT DU LOGEMENT ET DE LA NATURE
HUBERT (S), MORANDEAU (D)
Lignes directrices nationales sur la séquence éviter, réduire et compenser les impacts sur les milieux naturels.
http://www.developpement-durable.gouv.fr/Lignes-directrices-nationales-sur.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 229 p., tabl., schémas, bibliogr., lexique
col. : *Références*

Les lignes directrices constituent un document méthodologique, élaboré par un groupe de travail réunissant l'ensemble des parties prenantes concernées par la prise en compte de la protection de l'eau et de la biodiversité dans les projets d'aménagement et les documents de planification.
Il s'agit de transcrire dans les pratiques, les obligations découlant des textes législatifs et réglementaires sur l'évitement, la réduction et la compensation des impacts sur les milieux naturels. Les lignes directrices précisent de manière pragmatique les principes qui guident cette séquence ainsi que les méthodes mobilisables pour la mettre en œuvre, dans l'objectif de conserver globalement la qualité environnementale des milieux, et si possible d'obtenir un gain net lorsque l'état de ces milieux est dégradé.

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DROIT DE L'ENVIRONNEMENT, ETUDE D'IMPACT, METHODOLOGIE, PLANIFICATION, PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, REGLEMENTATION
BIODIVERSITE, COMPENSATION ECOLOGIQUE, CONCERTATION, DEBAT PUBLIC, ECOSYSTEME, ENQUETE PUBLIQUE, ESPACE NATUREL, EVALUATION, EVALUATION ENVIRONNEMENTALE, FAUNE, FLORE, FONCTION ECOLOGIQUE, IMPACT ENVIRONNEMENTAL, INDEMNITE COMPENSATRICE, MILIEU AQUATIQUE, NATURA 2000, PROJET, SERVICE ECOLOGIQUE

ECONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT

20989 MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CGDD Service de l'observation et des statistiques, INVENTAIRE FORESTIER NATIONAL, LABORATOIRE D'ECONOMIE FORESTIERE
NIEDZWIEDZ (A), MONTAGNE HUCK (C), COLIN (A)
Comptes intégrés environnementaux et économiques de la forêt française. Méthodologie et analyse pour la période 2007-2010.
http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2038/1115/comptes-integres-environnementaux-economiques-foret.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 71 p., ann., graph., bibliogr., tabl.
col. : *Document de travail du SOeS* n° 15

Ce rapport a été réalisé dans le cadre de la convention du 7 octobre 2010 établie entre le ministère de l'Écologie, le Laboratoire d'économie forestière et l'Inventaire forestier national. Il présente la méthodologie et l'analyse des 13 tableaux des Comptes intégrés économiques et environnementaux de la forêt (IEEAF), selon le format recommandé par Eurostat.
Ce « Document de travail » comprend des statistiques forestières nationales et européennes de 2007 à 2010. Il dresse un panorama de la forêt métropolitaine. Plusieurs angles y sont abordés : le patrimoine forestier national tant en superficie qu'en volume de bois sur pied, les produits et services rendus par la forêt ou encore les volumes de carbone présents dans la biomasse et dans l'ensemble de l'écosystème forestier.

BIOMASSE, BOIS, EMPLOI, FORET, INDUSTRIE DU BOIS, METHODOLOGIE, PRODUCTION AGRICOLE
BILAN CARBONE, COMPTES DE L'ENVIRONNEMENT, ECONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT, ECOSYSTEME, GESTION FORESTIERE, SERVICE ECOLOGIQUE, VALEUR
FRANCE

20404 MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CGDD Service de l'observation et des statistiques
Chiffres clés de l'environnement. Edition 2013.
http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2040/1098/chiffres-cles-lenvironnement-edition-2013.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 60 p., graph., lexique
col. : *Repères CGDD*

Ce livret présente un panorama des principaux des enjeux environnementaux de la France. S'appuyant sur des séries temporelles longues, elle donne également un rapide aperçu des principales tendances caractérisant les relations entre la société, l'économie française et l'environnement.

AGRICULTURE, DECHET, EAU, MATIERES PREMIERES, POLLUTION AIR, POLLUTION EAU
BIODIVERSITE, CHANGEMENT CLIMATIQUE, COMPARAISONS INTERNATIONALES, ECONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT, EMISSIONS DE CO2, EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE, EMISSIONS PAR SECTEUR, ENQUETE D'OPINION, METIERS DE L'ENVIRONNEMENT, OCCUPATION DES SOLS, OISEAU, RESSOURCES NATURELLES, RISQUE, TEMPERATURE, ZONE HUMIDE

20971 COMMISSARIAT GENERAL AU DEVELOPPEMENT DURABLE, MINISTERE DE L'ECONOMIE Direction générale du Trésor
DRON (D), FRANCQ (T), EDME (R), MASSE (E), CELESTIN URBAIN (J)
Livre blanc sur le financement de la transition écologique. Mobiliser les financements privés vers la transition écologique.
http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-livre-blanc-sur-le-financement,35714.html
Paris, Ministère de l'écologie, Ministère de l'économie, 2013 - 38 p.

Ce Livre blanc a pour vocation de contribuer à mettre la France sur la trajectoire de l'excellence écologique. Recouvrant de nombreux enjeux macro-économiques et sectoriels, la transition écologique intervient au moment où de nombreux investissements lourds doivent être renouvelés (énergie, bâtiments, eau, assainissement, transports) pour les quarante années à venir dans la plupart des pays industrialisés. Elle implique de les adapter d'ores et déjà aux conditions écologiques qui prévaudront sur leur durée de vie. Les États ne sauraient assumer seuls cette phase d'investissement. Il s'agit donc d'orienter, par des signaux adaptés, les choix d'investissement, de consommation et d'épargne dans un sens favorable à la préservation de l'environnement.
Les 63 propositions du Livre blanc reposent sur 4 grands principes :
- améliorer la prévisibilité et les signaux fournis aux acteurs par le cadre réglementaire et les outils économiques ;

- compléter les outils existants par d'autres instruments ciblés pour mobiliser les financements publics et privés vers la transition écologique ;
- renforcer la prise en compte des enjeux extra-financiers de la transition écologique (critères ESG, environnementaux, sociaux et de gouvernance) chez les financeurs, investisseurs et émetteurs, publics et privés ;
- renouveler le cadre intellectuel des pratiques des acteurs autours des objectifs et du financement de la transition écologique.

FINANCEMENT, INNOVATION, INVESTISSEMENT, POLITIQUE ECONOMIQUE
ECONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT, FINANCEMENT PRIVE, INVESTISSEMENT SOCIALEMENT RESPONSABLE, POLITIQUE PUBLIQUE, TRANSITION ECOLOGIQUE

20889 MINISTERE DE L'ECOLOGIE, COMMISSARIAT GENERAL AU DEVELOPPEMENT DURABLE
Tableau de bord d'indicateurs d'impact macro-économique de l'économie verte - troisième trimestre 2013.- septembre 2013.
http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-indicateurs-de-l-economie.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 17 p., graph., tabl.

Dans le cadre de la transition écologique, les indicateurs ont pour objectif d'informer l'ensemble des acteurs des évolutions de l'économie verte de la société. À la suite du séminaire gouvernemental pour la transition écologique du 4 décembre 2012, le ministère a mis en place un tableau de bord pour suivre l'impact macroéconomique de l'économie verte en France.
Au total, seize indicateurs ont été retenus, articulés en quatre thèmes : emploi et formation, économie, fiscalité, investissements, recherche et innovation. Quelques exemples :
- Tension sur le marché du travail pour les métiers verts et verdissants
- Valeur ajoutée des éco-activités et sa part dans le PIB
- Exportations dans les éco-activités
- Montant total des recettes fiscales environnementales
- Part des investissements dans l'industrie consacrée à l'économie d'énergie
- Dépense de recherche et développement (R&D) pour la protection de l'environnement.

BALANCE COMMERCIALE, BREVET, INDICATEUR ECONOMIQUE, INVESTISSEMENT, RECHERCHE DEVELOPPEMENT
CROISSANCE VERTE, DEPENSES, ECO-ACTIVITE, ECONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT, EMPLOI VERT, FISCALITE ENVIRONNEMENTALE, FORMATION, INDICATEUR ENVIRONNEMENT, RECETTES FISCALES

21315 MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable
TARAYOUN (T)
Monétarisation des biens et services environnementaux. Quelles utilisations pour les politiques publiques et les décisions privées ? Actes du séminaire du 13 décembre 2013.
http://www.developpement-durable.gouv.fr/Monetarisation-des-biens-et,35902.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 54 p., graph., tabl., bibliogr.
col. : *Etudes et documents du CGDD* n° 98

Le premier séminaire sur cette thématique organisé en 2010 a permis de faire le point sur les problématiques méthodologiques de la valorisation économique des biens et services environnementaux (cote 19385). La seconde édition, organisé en 2011, a été l'occasion d'aborder la mise en œuvre des méthodes de monétarisation à travers la présentation d'études de cas et de leurs résultats (cote 20532). Cette troisième édition a permis d'examiner la question de l'utilisation des valeurs issues de ces méthodes, aussi bien dans les politiques publiques que dans les décisions des acteurs privés, et de leurs finalités.

EAU
AIDE A LA DECISION, ECONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT, ETUDE DE CAS, EVALUATION ECONOMIQUE, MONETARISATION, POLITIQUE PUBLIQUE, RETOUR D'EXPERIENCE, SERVICE ECOLOGIQUE

18491 CGDD Service de l'observation et des statistiques
Les recettes fiscales environnementales en 2012.
Chiffres et statistiques n° 466 - novembre 2013.
http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2012/1257/recettes-fiscales-environnementales-2012.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 4 p., tabl., graph.
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Environnement*

ELECTRICITE, ENERGIE, PIB, POLLUTION, TAXE, TAXE DE TRANSPORT, TIPP
COMPARAISONS INTERNATIONALES, ECONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT, FISCALITE ENVIRONNEMENTALE, RECETTES FISCALES, TAXE GENERALE SUR LES ACTIVITES POLLUANTES
EUROPE, FRANCE

POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT

20667 MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable
POUPARD (C), BOSSAT (R)
Les engagements des pays membres de l'OCDE en matière de politiques environnementales.
http://www.developpement-durable.gouv.fr/Les-engagements-des-pays-membres.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 56 p., ann., bibliogr., web
col. : *Références*

L'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) a adopté de nombreuses recommandations pour une meilleure prise en compte de l'environnement dans les politiques publiques. Ces recommandations privilégient l'approche économique, qui constitue le principal savoir-faire de l'organisation. Après un rappel des principes de fonctionnement de l'OCDE, l'ensemble des recommandations et décisions est présenté sous la forme de fiches de synthèse thématiques, sur les politiques environnementales, les milieux, les pression et nuisances, les secteurs d'activités, tourisme, énergie et transport.

AIDE AUX PVD, BRUIT, DECHET, EAU, POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT, POLITIQUE ENERGETIQUE, PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, TOURISME
BIODIVERSITE, CROISSANCE VERTE, ECONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT, FLUX DE MATIERES, GESTION INTEGREE DES ZONES COTIERES, INFORMATION ENVIRONNEMENTALE, PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE, POLITIQUE DES TRANSPORTS, POLLUTION TRANSFRONTIERES, PRINCIPE POLLUEUR PAYEUR, RESSOURCES NATURELLES
OCDE
PAYS DE L'OCDE

POLLUTIONS - NUISANCES

20771 MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CGDD Service de l'observation et des statistiques
ANTONI (V)
Basol : un panorama des sites et sols pollués, ou potentiellement pollués, nécessitant une action des pouvoirs publics.
http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2047/1122/basol-panorama-sites-sols-pollues.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 40 p., tabl., bibliogr., lexique, cartes, graph.
col. : *Etudes et documents du CGDD* n° 97

Le ministère en charge de l'Écologie inventorie les sites et sols pollués (SSP), ou potentiellement pollués, depuis le début des années 1990. Cette étude présente les chiffres clés des SSP inventoriés dans la base de données Basol en France début 2012, avant l'évolution pressentie de son périmètre en 2013. La France recense ainsi 4142 SSP début 2012, appelant l'action des pouvoirs publics à la suite d'une présomption de pollution ou d'une information spontanée des responsables des sites (pour environ 60%). Un peu plus de la moitié de l'ensemble des sites pollués sont mis en sécurité en cas de risque immédiat. 55% des sites sont traités avec surveillance ou restriction d'usage.
Si les pollutions ponctuelles sont à l'origine d'une pollution des sols pour 60% des sites, celle des eaux souterraines représente 35%. Des dépôts de produits ou de déchets sont également présents sur 35% des sites. Globalement à l'échelle nationale début 2012, près de 25% des sols et des eaux des sites inventoriés dans Basol sont pollués par les métaux et métalloïdes (surtout le plomb, le chrome et le cuivre) et près de 65% par les différentes familles d'hydrocarbures.

DECHET, POLLUTION, POLLUTION EAU, PRODUIT PETROLIER, ZONE INDUSTRIELLE
DEPOLLUTION, EAU SOUTERRAINE, METAL, POLLUANT, POLLUTION DES SOLS, SURVEILLANCE
FRANCE, REGIONS

RISQUES

20956

MINISTERE DE L'ECOLOGIE, COMMISSARIAT GENERAL AU DEVELOPPEMENT DURABLE, ASSOCIATION FRANCAISE POUR LA PREVENTION DES CATASTROPHES NATURELLES
TANGUY (JM), JUFFE (M), VILAR (C)
Approche intégrée de la résilience des territoires. Séminaire de travail AIRT du 5 février 2013.
http://wikhydro.developpement-durable.gouv.fr/index.php/AIRT_:_Approche_Int%C3%A9gr%C3%A9e_de_la_R%C3%A9silience_des_Territoires_-_S%C3%A9minaire_de_travail_5_f%C3%A9vrier_2013
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 33 p.

Dans le cadre de l'action « Approche intégrée de la résilience des territoires », le séminaire de travail du 5 février 2013 a été organisé par le CGDD avec l'appui de l'Association française pour la prévention des catastrophes naturelles (AFPCN), plusieurs directions générales, le Certu et les CETE Lyon, Méditerranée et Ouest. Il a constitué un temps de présentation et d'échanges à partir de la capitalisation et des synthèses des entretiens réalisés lors de la phase 1 (diagnostic territorial).
Il a permis d'une part de présenter les premiers travaux relatifs à la résilience des territoires sur le plan conceptuel et opérationnel. Il a permis d'autre part de nourrir un dialogue entre les parties prenantes de la prévention des risques : services de l'État, collectivités et établissements publics, associations, bureaux d'études, opérateurs privés, universités... en vue de la constitution de groupes de réflexion thématiques et de la co-construction d'un guide méthodologique.

METHODOLOGIE
CATASTROPHE, GOUVERNANCE, INONDATION, POLITIQUE PUBLIQUE, POLITIQUE TERRITORIALE, PREVENTION DES RISQUES, RESILIENCE, RETOUR D'EXPERIENCE, RISQUE, RISQUE NATUREL

20832

MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CGDD Direction de la recherche et de l'innovation
CETE Méditerranée
CHANAL (A)
Analyse intégrée de résilience territoriale. "Retours d'expérience post-catastrophes". Synthèse des enseignements pour améliorer la résilience des territoires.
http://wikhydro.developpement-durable.gouv.fr/images/d/d5/Rapport_AIRT_Synth%C3%A8se_des_enseignements_pour_am%C3%A9liorer_la_r%C3%A9silience_des_territoires.pdf
Aix en Provence, CETE, 2013 - 20 p., bibliogr., ann.

L'action "Approche intégrée de résilience territoriale" (AIRT) vise à construire un guide d'action pour améliorer la résilience des territoires face aux risques naturels et technologiques, à partir de retours d'expérience de sites touchés ou potentiellement exposés à des risques, avec la mobilisation des acteurs du territoire.
Les analyses territoriales présentées dans ce rapport ont alimenté la démarche AIRT. Elles portent sur des sites touchés par des catastrophes naturelles ou technologiques dans le passé ou qui ont été l'objet d'exercices de crise sur la base de scénarios de catastrophes significatifs. Chaque enquête territoriale a conduit à rencontrer un panel d'acteurs du territoire directement impliqués avant, pendant et après l'événement. Ce rapport présente la synthèse de ces travaux.

ENQUETE
CATASTROPHE, POLITIQUE TERRITORIALE, RESILIENCE, RETOUR D'EXPERIENCE, RISQUE, VULNERABILITE

SOCIETE

20861 MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CGDD Délégation au développement durable Mission prospective
CENTRE D'ETUDE ET RECHERCHE SUR LES RISQUES ET LES VULNERABILITES, UNIVERSITE Caen
DOBRE (M), HAESLER (A), AUDEBERT (R)
Projet CHAMADE (Changement des modes de vie et formes d'actions pour une dynamique de transition vers une économie écologique). Rapport final de la phase 1 - 10 avril 2012.
Caen, Université de Caen, 2012 - 109 p., bibliogr., ann., graph.
Programme : Transitions vers une économie écologique

Ce rapport propose un état de l'art sur les théories du changement social (TCS) comme préalable à la réflexion sur les voies de transition vers une économie écologique dans une première phase du projet CHAMADE initié dans le cadre du programme TEE (Transitions vers une économie écologique). Après avoir indiqué sous quelles conditions une TCS est possible, il présente les principales théories en présence. Outre une bibliographie extensive, le rapport comporte des annexes relatives à des démarches théoriques et des fiches résumées d'auteurs particuliers dans le domaine de la théorie du changement social.

MODE DE VIE, PROSPECTIVE, SCENARIO, SOCIOLOGIE, THEORIE DES RESEAUX
COMPORTEMENT, TRANSITION ECOLOGIQUE

TRANSPORT

AUTOMOBILE

18499 CGDD Service de l'observation et des statistiques
Immatriculations de voitures particulières neuves en novembre 2013.
Chiffres et statistiques n° 470 - décembre 2013.
Immatriculations de voitures particulières neuves en octobre 2013.
Chiffres et statistiques n° 460 - novembre 2013.
http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/transports/s/immatriculations.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 2 p., tabl., graph.
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Transport*

AUTOMOBILE
EMISSIONS DE CO2, IMMATRICULATION DES AUTOMOBILES, VEHICULE NEUF

ECONOMIE DU TRANSPORT

17603 CGDD Service de l'observation et des statistiques
La conjoncture des transports au deuxième trimestre 2013 - Chiffres et statistiques n° 458 - octobre 2013.
http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/transports/873.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 6 p., graph., tabl.
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques – Transport*

AUTOMOBILE, AUTOROUTE, CARBURANT, COMMERCE EXTERIEUR, CONJONCTURE TRANSPORT, EMPLOI DANS LE TRANSPORT, ENTREPRISE DE TRANSPORT, IMMATRICULATION, PORT MARITIME, ROUTE, STATISTIQUES DE TRANSPORT, TRAFIC AERIEN, TRAFIC ROUTIER, TRANSPORT DE MARCHANDISES, TRANSPORT DE VOYAGEURS, TRANSPORT FERROVIAIRE, TRANSPORT FLUVIAL, TRANSPORT INTERNATIONAL, TRANSPORT MARITIME, TRANSPORT TERRESTRE, VEHICULE UTILITAIRE LEGER

17605 CGDD Service de l'observation et des statistiques
Immatriculations des véhicules routiers au troisième trimestre 2013.
Chiffres et statistiques n° 465 - novembre 2013.
http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/transports/s/immatriculations.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 5 p., tabl., graph.
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Transport*

AUTOBUS, AUTOCAR, AUTOMOBILE, ESSENCE, GAZOLE, MOTEUR DIESEL, MOTOCYCLE, PARC AUTOMOBILE, PARC DES VEHICULES UTILITAIRES, STATISTIQUES DE TRANSPORT, TRACTEUR ROUTIER, VEHICULE UTILITAIRE, VEHICULE UTILITAIRE LEGER
IMMATRICULATION DES AUTOMOBILES, IMMATRICULATION DES VEHICULES UTILITAIRES, VEHICULE D'OCCASION, VEHICULE NEUF

INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

20918 PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION DANS LES TRANSPORTS TERRESTRES, MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CGDD Direction de la recherche et de l'innovation, AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE
LUGINBUHL (Yves)
Infrastructures de transports terrestres, écosystèmes et paysages. Des liaisons dangereuses ?
http://ittecop.fr/webdoc4-3/
Paris, Documentation française (La), 2013 - 279 p., bibliogr., lexique, cartes, schémas, photogr.
col. : *Transports Recherche Innovation*
Programme : Infrastructures de transports terrestres écosystèmes et paysages

Toute infrastructure engage l'avenir d'un territoire et répond à une logique de projet territorial impliquant de raisonner en termes d'interactions avec son environnement. Les auteurs de cet ouvrage, représentants de disciplines diverses, proposent des éclairages sur les relations entre les infrastructures de transport terrestre, les territoires, les dynamiques de paysages et leurs interactions avec les systèmes écologiques et socio-économiques.

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE TRANSPORT, EFFET SOCIO ECONOMIQUE DU TRANSPORT, IMPACT D'UN AXE DE TRANSPORT, INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT, TRANSPORT TERRESTRE
BIODIVERSITE, LIGNE A GRANDE VITESSE, PAYSAGE, POLITIQUE TERRITORIALE, PREDIT 4, PROGRAMME DE RECHERCHE, TRAME VERTE
CENTRE, CERGY PONTOISE, LILLE

POLITIQUE DES TRANSPORTS

14450 MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CGDD Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable, SERVICE D'ETUDES TECHNIQUES DES ROUTES ET DES AUTOROUTES, CETE Ouest, CETE Sud Ouest, PIERRE FAVIER CONSULTANT
Indicateurs de suivi de la politique de transport.
Évolution 1999/2009 - octobre 2013.
http://www.developpement-durable.gouv.fr/Indicateurs-de-suivi-de-la.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 188 p., schémas, graph., tabl., cartes
col. : *Références*

S'inscrivant dans les orientations du livre blanc sur la politique européenne des transports à l'horizon 2010, la politique française de transport de voyageurs et de marchandises définit des perspectives à un horizon de vingt ans, fondées sur des objectifs :
- de rééquilibrage intermodal de l'offre de transport : priorité au fret ferroviaire et aux modes alternatifs à la route pour les transports interurbains ; priorité aux transports collectifs pour les déplacements urbains et suburbains ;
- de régulation générale des transports visant à modifier le comportement des usagers dans leurs choix de déplacements. Celle-ci passe par une harmonisation technique, tarifaire, fiscale et sociale au niveau communautaire.
L'édition 2013 des Indicateurs de suivi de la politique de transport actualise, sur la période 1999/2009, les indicateurs de la précédente édition et l'enrichit de trois thématiques : les transports urbains, les infrastructures de transport, l'environnement (l'énergie, les émissions de gaz à effet de serre, les émissions de polluants et la qualité de l'air des principales agglomérations, l'artificialisation des sols, le bruit).

ACCESSIBILITE DU TRANSPORT, AEROPORT, BRUIT, CAPACITE DE TRANSPORT, COMPORTEMENT DE DEPLACEMENT, DESSERTE PORTUAIRE, ENERGIE TRANSPORT, ENVIRONNEMENT TRANSPORT, INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT, INSTALLATION PORTUAIRE, LIAISON DE TRANSPORT, LIAISON TRANSVERSALE, ORIGINE DESTINATION, POLITIQUE DES TRANSPORTS, POLLUTION AIR, PORT MARITIME, QUALITE DE SERVICE, REPARTITION MODALE, SECURITE DU TRANSPORT, SECURITE ROUTIERE, STATISTIQUES DE TRANSPORT, TEMPS DE PARCOURS DES VEHICULES, TEMPS DE TRANSPORT, TRAFIC AERIEN, TRAFIC FERROVIAIRE, TRAFIC INTERNATIONAL, TRAFIC MARCHANDISES, TRAFIC MARITIME, TRAFIC PORTUAIRE, TRAFIC ROUTIER, TRAFIC TRANS MANCHE, TRANSFERT MODAL, TRANSIT, TRANSPORT DE MARCHANDISES, TRANSPORT DE VOYAGEURS, TRANSPORT PAR CONDUITE, TRANSPORT URBAIN, TRAVERSEES ALPINES, VITESSE DE TRANSPORT
AXE NORD SUD, AXE OUEST EST, DEVELOPPEMENT DURABLE, EMISSIONS, EMISSIONS DE CO2, EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE, FRET FERROVIAIRE, INDICATEUR, PONCTUALITE, QUALITE DE L'AIR, SCHEMA DE SERVICE, TRANSPORT INTERMODAL, TRANSPORT MULTIMODAL, TRAVERSEES PYRENEENNES
COMITE INTERMINISTERIEL POUR LE DEVELOPPEMENT ET L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE
AVIGNON, BALE, BEAUNE, BENELUX, BORDEAUX, BOULOGNE, CALAIS, DIJON, DUNKERQUE, HENDAYE, ILE DE FRANCE, LA ROCHELLE, LE HAVRE, LILLE, LYON, MACON, MARSEILLE, MONTPELLIER, NANTES, NICE, NORMANDIE, RENNES, RHONE, ROISSY, ROUEN, SAINT NAZAIRE, SAONE, STRASBOURG, TOULOUSE

TRANSPORT DE VOYAGEURS

Nouvelle série

20803 CGDD Service de l'observation et des statistiques
La mobilité à longue distance des Français en 2012.
Chiffres et statistiques n°463 - novembre 2013.
http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/transports/s/voyages.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 8 p., graph., tabl.
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Transport*

COMPORTEMENT DE DEPLACEMENT, DEPLACEMENT POUR MOTIF PERSONNEL, DISTANCE DE DEPLACEMENT, MOBILITE A PLUS DE 100 KILOMETRES, MOBILITE PROFESSIONNELLE, REPARTITION MODALE, TRANSPORT DE VOYAGEURS, VOYAGE D'AFFAIRES
KILOMETRAGE PARCOURU, LIEU DE SEJOUR, VOYAGE DANS LA JOURNEE
FRANCE, REGIONS

TRANSPORT ROUTIER DE MARCHANDISES

Nouvelle série

21318 CGDD Service de l'observation et des statistiques
Le transport routier de marchandises européen en 2012.
Chiffres et statistiques n° 472.- décembre 2013.
http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2012/1700/transport-routier-marchandises-europeen-2012.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 13 p., cartes, graph.
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Transport*

CABOTAGE ROUTIER, PAVILLON FRANCAIS, TONNE KILOMETRE, TRANSPORT EN EUROPE, TRANSPORT INTERIEUR, TRANSPORT INTERNATIONAL, TRANSPORT ROUTIER DE MARCHANDISES
KILOMETRAGE PARCOURU, NATURE DES MARCHANDISES, PAVILLON EUROPEEN
EUROPE

18497 CGDD Service de l'observation et des statistiques
La durée de service des conducteurs routiers de fret poids lourds en 2012.
Chiffres et statistiques n° 464 - novembre 2013.
http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/publications/p/2012/940/duree-service-conducteurs-routiers-fret-poids-lourds-2012.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 6 p., graph., tabl.
col. : *Chiffres et statistiques - Observation et statistiques - Transport*

CONDITIONS DE TRAVAIL TRANSPORT, CONDUCTEUR ROUTIER, DISTANCE DE DEPLACEMENT, STATISTIQUES DE TRANSPORT, TEMPS DE CONDUITE, TRANSPORT ROUTIER DE MARCHANDISES
DUREE DU TRAVAIL, LONGUE DISTANCE, TEMPS D'ATTENTE, TEMPS DE SERVICE, TRANSPORT A COURTE DISTANCE

TRANSPORT URBAIN

20902

CGDD Direction de la recherche et de l'innovation, MINISTERE DE L'ECOLOGIE METROPOLIS, LABORATOIRE TECHNIQUES TERRITOIRES ET SOCIETES, CANADA Centre interuniversitaire de recherche sur les réseaux d'entreprise la logistique et le transport, PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION DANS LES TRANSPORTS TERRESTRES
CHATZIS (Konstantinos)
Projet de recherche HISTOMOD. Une histoire comparée de la modélisation des déplacements urbains en France et en Amérique du Nord (États-Unis et Canada) sur la longue durée (1950 à nos jours). Quelles leçons pour la production et le maintien d'une expertise scientifico-technique ?
Mars 2013.
http://www.predit.prd.fr/predit4/projet/40982
Marne la Vallée, ENPC LATTS, 2013 - 382 p., bibliogr.
Programme : PREDIT 4 2008-2012 - Groupe Opérationnel 6 - Politiques de transport

Ce rapport propose une analyse comparée de la trajectoire de la modélisation des déplacements urbains dans deux aires géographiques distinctes sur la longue durée, la France et l'Amérique du Nord. Pour ce faire, il adopte une perspective particulière qui envisage la modélisation comme un processus de production : les auteurs se sont intéressés à la fois aux différents acteurs, individuels et institutionnels, qui ont produit ce type de modélisation, aux "matières premières" (enquêtes sur la mobilité, par exemple) et aux "moyens de production" (logiciels et machines informatiques, par exemple) nécessaires à sa production et sa mise en œuvre. En mobilisant ce cadre analytique, il a d'abord été établi une périodisation de l'évolution de ce champ de modélisation pour chacune des deux aires géographiques, alors que la lecture croisée de deux trajectoires, nord-américaine et française, a permis également d'identifier une série de similarités et de différences (pourquoi on constate un déclin de la production national française dans ce domaine de modélisation après les années 1980 ?, par exemple).

ADMINISTRATION, ECONOMIE DU TRANSPORT, HISTOIRE, SECTEUR PRIVE, TRANSPORT URBAIN
EXPERTISE, MODELISATION, PREDIT 4, PROGRAMME DE RECHERCHE
CANADA, ETATS-UNIS, FRANCE

20947

MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CGDD Direction de la recherche et de l'innovation
BRUN (Gérard)
Ville et mobilité. Nouveaux regards.
Paris, Economica, 2013 - 352 p., bibliogr., tabl., graph.
col. : *Méthodes et approches*
Programme : PREDIT 4 2008-2012

Où en est la réflexion sur la ville et la mobilité après tant d'années de recherche intensive sur ce sujet, menée d'abord séparément dans le domaine de l'urbanisme et dans celui des transports, puis de plus en plus en symbiose ? Et quel secours peuvent en attendre les responsables et acteurs des politiques publiques ? La confrontation de la pensée urbaine et de la mobilité a conduit une vingtaine d'auteurs à approcher de nouveaux thèmes, comme la "ville lente", la "ville fractale" ou la "ville cohérente", ou encore la "ville morcelée", témoignant de l'essor de préoccupations morphologiques reliées à la pratique. D'autres thèmes très variés ont pris de l'importance, comme la logistique urbaine, les "budgets-temps", les inégalités ou les modèles "transport-urbanisme". Il faut saluer aussi le développement des travaux économiques et financiers appliqués à la mobilité urbaine, sans oublier non plus la prospective. Cet ouvrage fait une large place aux résultats du programme de recherche et d'innovation dans les transports terrestres Predit. En effet, à l'initiative notamment de la direction de la recherche et de l'innovation du ministère chargé du développement durable et de l'Ademe, ce programme a fortement contribué à la construction d'un édifice conceptuel polyphonique, mais qui ne manque pas d'une certaine cohérence dans sa diversité et a produit de véritables outils d'aide à la décision publique.

BUDGET TEMPS, ECONOMIE DU TRANSPORT, INEGALITE, MOBILITE URBAINE, RESEAU ROUTIER URBAIN, TRANSPORT DE MARCHANDISES, TRANSPORT URBAIN, VILLE, ZONE URBAINE
ETALEMENT URBAIN, MODELISATION, PAUVRETE, PEAGE URBAIN, PERIURBANISATION, PREDIT 4, PROGRAMME DE RECHERCHE

20899 MINISTERE DE L'ECOLOGIE, CGDD Direction de la recherche et de l'innovation
LABORATOIRE IMAGE VILLE ENVIRONNEMENT, LABORATOIRE D'INFORMATIQUE DU TRAITEMENT DE L'INFORMATION ET DES SYSTEMES, LABORATOIRE VILLE MOBILITE TRANSPORTS, COMMUNAUTE URBAINE Strasbourg, CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION DANS LES TRANSPORTS TERRESTRES
BADARIOTTI (Dominique)
Projet REMUS 2.
10 décembre 2012.
http://www.predit.prd.fr/predit4/projet/40692
Strasbourg, UMR LIVE, 2012 - 84 p., bibliogr., graph., plans, schémas
Programme : PREDIT 4 2008-2012 - Groupe Opérationnel 6 - Politiques de transport

L'objectif du projet de recherche Remus-2 (Reticular Model for Urban Simulation) est d'analyser par modélisation à un niveau fin (l'immeuble), la contribution des typo-morphologies urbaines aux mobilités et aux transports urbains. En effet, l'organisation des tissus urbains impacte les distances de déplacements et leur organisation : les formes urbaines contribuent ainsi à la mobilité urbaine et sont des enjeux importants pour les transports urbains.

ACCESSIBILITE DU TRANSPORT, MOBILITE URBAINE, MODELE, TRANSPORT URBAIN, VILLE, ZONE URBAINE
ANALYSE MORPHOLOGIQUE, INDICATEUR, MODELE DE SIMULATION, MODELISATION, PREDIT 4, PROGRAMME DE RECHERCHE, TISSU URBAIN

ETUDES – OUVRAGES – SERIES STATISTIQUES

GENERALITES

ADMINISTRATION

20939 BRUNETIERE (JR), CHANUT (V), VALLEMONT (S)
L'imagination managériale des cadres publics : un talent à cultiver.
Poitiers, Sceren, 2013 - 211 p., bibliogr.
col. : *Profession cadre service public*

Dans un contexte de profondes mutations au sein des services de l'Etat, l'échec des tentatives de réformes "par le haut", qui laissent peu d'espace aux initiatives créatives, met en évidence l'idée que les cadres sont des acteurs majeurs de l'action publique. A partir d'exemples relevant des trois fonctions publiques, cet ouvrage montre la place centrale qu'occupe l'imagination managériale des cadres dans la conception et la mise en œuvre de démarches innovantes. Libérer l'inventivité, implanter des programmes d'investissement pour le développement d'un potentiel créatif organisationnel, tels sont les enjeux inhérents à une action managériale au cœur de la "bonne gouvernance".

ADMINISTRATION, CADRE, FONCTION PUBLIQUE, INNOVATION, SERVICE PUBLIC
ETUDE DE CAS, MANAGEMENT, METHODE EXPERIMENTALE, MODERNISATION ADMINISTRATIVE, REFORME DE L'ETAT
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT

ECONOMIE

16088 ALTERNATIVES ECONOMIQUES, OBSERVATOIRE FRANCAIS DES CONJONCTURES ECONOMIQUES
Les chiffres 2014. L'économie et la société.
Paris, Alternatives économiques, 2013 - 98 p., bibliogr., tabl., graph., web, index
Alternatives économiques (98 HS)

BUDGET, CONSOMMATION ALIMENTAIRE, CRISE DE L'ENERGIE, CRISE ECONOMIQUE, CROISSANCE ECONOMIQUE, DELINQUANCE, DETTE PUBLIQUE, EAU, ECONOMIE FRANCAISE, ECONOMIE MONDIALE, EMPLOI, ENERGIE, ENTREPRISE, ENVIRONNEMENT, FINANCES PUBLIQUES, FISCALITE, IMMIGRATION, INEGALITE, ORGANISATIONS INTERNATIONALES, POLITIQUE COMMUNE, POLITIQUE DE L'EMPLOI, POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT, POLITIQUE ECONOMIQUE, POLITIQUE FINANCIERE, POPULATION, REVENU, SANTE, SOCIETE
CATASTROPHE, CHANGEMENT CLIMATIQUE, COMPARAISONS INTERNATIONALES, EDUCATION, EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE, ENERGIE RENOUVELABLE, EURO, GAZ DE SCHISTE, GOUVERNANCE, IMMOBILIER, INDICATEUR, INTEGRATION EUROPEENNE, LOGEMENT, MONDIALISATION, PAUVRETE, POLITIQUE FISCALE, POLITIQUE PUBLIQUE, RECYCLAGE, SECURITE ALIMENTAIRE, TRANSITION ECOLOGIQUE
EUROPE, FRANCE, MONDE

15508 ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES
Panorama des statistiques de l'OCDE 2013 : économie, environnement et société.
Paris, OCDE, 2013 - 270 p., graph., tabl., index

Plus de cent indicateurs couvrent l'agriculture, la production écononmique, l'aide au développement, l'éducation, l'énergie, l'environnement, la santé, la richesse des ménages, l'industrie, les technologies de l'information et de la communication, le commerce international, la main-d'œuvre, la population, la fiscalité, les dépenses publiques et la recherche-développement. Dans l'édition 2013, un chapitre spécial est consacré aux statistiques sur l'égalité entre les sexes.

AGRICULTURE, AIDE AUX PVD, CHOMAGE, COMMERCE EXTERIEUR, COMPETITIVITE, CONSOMMATION D'ENERGIE, CRISE ECONOMIQUE, CROISSANCE ECONOMIQUE, DEFICIT PUBLIC, DEPENSES PUBLIQUES, DETTE PUBLIQUE, EAU, ECONOMIE MONDIALE, ECONOMIE REGIONALE, EMPLOI, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, FINANCES PUBLIQUES, FISCALITE, INDICATEUR ECONOMIQUE, INDICATEUR SOCIAL, INEGALITE, LOISIRS, MACROECONOMIE, MIGRATION, OFFRE, PIB, POPULATION, POUVOIR D'ACHAT, PRIX, PRODUCTION, PRODUCTIVITE, QUALITE DE LA VIE, RECHERCHE DEVELOPPEMENT, RESEAU ROUTIER RASE CAMPAGNE, REVENU, SANTE, SCIENCES, SOCIETE, STATISTIQUES, TECHNOLOGIE, TRANSPORT, TRAVAIL, TUE
ACCIDENT DE LA CIRCULATION, AIR, CATASTROPHE, CONJONCTURE ENERGIE, EDUCATION, GLOBALISATION, INVESTISSEMENT INTERNATIONAL, MARCHE DU TRAVAIL, MONDIALISATION, POLITIQUE PUBLIQUE, PRODUCTION D'ENERGIE, SOL, TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION, TEMPS LIBRE
PAYS DE L'OCDE

20952 ATTALI (J), BONAMY (J), DELORME (A)
Pour une économie positive.
Paris, Documentation française (La), Fayard, 2013 - 252 p., bibliogr., graph., ann.

Pour trouver une voie de sortie à la crise systémique que nous traversons, il convient de passer à un nouveau modèle : l'économie positive. Une économie où les richesses créées ne sont pas une fin en soi, mais un moyen pour servir des valeurs supérieures, altruistes ; une économie au service des générations à venir, et qui favorise une croissance responsable, durable et inclusive ; une économie respectueuse de l'environnement, qui sera au service de la société. Ce rapport, réalisé par le groupe de réflexion présidé par Jacques Attali, formule 45 propositions destinées à faire advenir une économie positive. Elles sont de deux types : des recommandations axées spécifiquement sur l'économie et d'autres centrées sur la création d'une société positive.

CRISE ECONOMIQUE, ECONOMIE, ECONOMIE MONDIALE, INDICATEUR ECONOMIQUE, POLITIQUE ECONOMIQUE, PROSPECTIVE, SOCIETE
ETUDES 2030

AMENAGEMENT

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

20974 VILLARI (B)
Design per il territorio. Un approccio community centred.
Milan, Franco Angeli, 2012 - 131 p., bibliogr., schémas

Quelle est la relation entre conception et mise en valeur d'un territoire ? Quels sont les outils théoriques et pratiques à disposition des concepteurs pour élaborer de nouveaux produits et services dans un territoire ? Comment développer un processus créatif ? Quels sont les principaux acteurs ? Cet ouvrage propose une approche centrée sur la communauté, avec en première partie les questions posées par la valorisation et l'innovation territoriale, et en seconde partie un modèle de conception détaillant l'approche, le processus, les activités et les instruments.

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, INNOVATION, PARTICIPATION
POLITIQUE TERRITORIALE

CONSTRUCTION - LOGEMENT

20943 CHARLOT VALDIEU (C), OUTREQUIN (P)
Coût global des bâtiments et des projets d'aménagement. Mode d'emploi.
Paris, Moniteur, 2013 - 315 p., index, tabl., graph., ann.

L'approche en coût global est une méthode d'évaluation économique des projets qui tient compte des coûts d'investissement d'une construction et des coûts liés à son exploitation, à sa maintenance, au remplacement de ses équipements, mais aussi à sa déconstruction.
Ce manuel fournit les outils nécessaires à la mise en œuvre d'une analyse en coût global aux différentes échelles de territoires d'un projet urbain : gestion de l'eau, de l'énergie, des déchets, des stationnements, opérations de construction et de réhabilitation des bâtiments, projets d'aménagement d'écoquartiers.

Explicitant les différents outils de calcul et méthodes disponibles à travers l'analyse d'exemples d'application, cet ouvrage :
- présente l'approche en coût global direct qui prend en compte l'ensemble des coûts initiaux et différés du projet ;
- détaille l'approche en coût global élargi qui intègre les externalités (effet de serre, paysage, bruit, etc.) ;
- examine l'intégration du coût global et plus particulièrement du coût global partagé dans les politiques publiques pour l'élaboration, par exemple, d'une politique de réhabilitation favorisant la transition énergétique.

COUT, COUT D'EXPLOITATION, EFFET EXTERNE
BATIMENT, CONSTRUCTION, COUT DE LA CONSTRUCTION, EVALUATION ECONOMIQUE, POLITIQUE PUBLIQUE, PROJET, PROJET URBAIN

20931 MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT
BRIEN (Y), CHAROLLAIS (V), MAZZELLA (H)
CAUE (conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement) : missions et fonctionnement.
Paris, Moniteur, 2013 - 18 p., bibliogr.

Les CAUE, créés par la loi sur l'architecture n° 77-2 du 3 janvier 1977, ont pour objectif de promouvoir la qualité du cadre de vie. Ils ont des missions d'information, de sensibilisation, de conseil et de formation et proposent pour tous une offre de services de proximité, pédagogique, technique et culturelle.
En 30 questions, ce cahier pratique fait le point sur les missions, le public et l'offre des CAUE, leur cadre d'exercice ainsi que leur réseau national, au regard des enjeux contemporains.

CADRE DE VIE, URBANISME
ARCHITECTURE, CONSTRUCTION
CONSEIL D'ARCHITECTURE, D'URBANISME ET DE L'ENVIRONNEMENT

20980 CORNUEL (D)
Économie immobilière et des politiques du logement.
Bruxelles, De Boeck, 2013 - 310 p., bibliogr., graph., tabl.
col. : *Ouvertures économiques*

Cet ouvrage étudie l'économie immobilière sous tous ses aspects : la consommation de service immobilier, l'investissement, le choix du statut d'occupation du logement, la production de biens immobiliers, le financement de l'immobilier, la dynamique des marchés et les politiques du logement.

AIDE DE L'ETAT
ACCESSION A LA PROPRIETE, AIDE AU LOGEMENT, ANALYSE ECONOMIQUE, DEVELOPPEMENT DURABLE, FINANCEMENT DU LOGEMENT, INVESTISSEMENT IMMOBILIER, LOGEMENT, LOGEMENT LOCATIF, LOGEMENT SOCIAL, MARCHE IMMOBILIER, POLITIQUE DU LOGEMENT, POLITIQUE IMMOBILIERE, PRIX DE L'IMMOBILIER, PROMOTION IMMOBILIERE, PROPRIETAIRE

URBANISME - VILLES

20977 MONGIN (O)
La ville des flux. L'envers et l'endroit de la mondialisation urbaine.
Paris, Fayard, 2013 - 527 p., index, bibliogr.

Cet ouvrage cherche à rendre compte de la métropolisation du monde contemporain. Devenue un gigantesque accélérateur de trajectoires individuelles, soumise aux impératifs de la vitesse, la ville des flux perd progressivement son attache avec le territoire. Elle oscille ainsi entre les friches urbaines des non-lieux que les flux contournent (les favelas de Rio ou Sao Paulo, les bidonvilles de Kinshasa ou Johannesburg) et le paroxysme de la communication des hyper-lieux branchés sur les réseaux virtuels, mais aussi réels, où s'affichent les signes d'une modernité insolente (Singapour, Doha ou Dubaï). L'auteur propose un panorama des évolutions contemporaines de la ville, en nourrissant ses réflexions des réalisations des architectes et urbanistes, mais aussi des fulgurances des cinéastes.

SCENARIO, URBANISME, VILLE, VITESSE DE TRANSPORT
ARCHITECTURE, FLUX, MONDIALISATION, PAYSAGE, POLITIQUE URBAINE, URBANISATION

DEVELOPPEMENT DURABLE

20945 EUZEN (A), EYMARD (L), GAILL (F)
Le développement durable à découvert.
Paris, CNRS éditions, 2013 - 363 p., schémas, lexique, bibliogr.

De nos écosystèmes à nos modes de consommation, des risques naturels aux nouvelles technologies ou aux pollutions, des usines du futur au traitement des déchets, cet ouvrage informe, explique, partage tout ce que la science actuelle est capable d'apporter au défi majeur du XXIe siècle. Plus de 150 chercheurs, de diverses spécialités, évoquent les différentes facettes du développement durable, éclaircissent la complexité des interactions entre les systèmes et proposent des solutions pour construire les sociétés équitables de demain.

CONSOMMATION, DECHET, EAU, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, LITTORAL, POLLUTION, PROSPECTIVE, PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, RECHERCHE, SANTE, SOCIETE, URBANISME
AGRICULTURE DURABLE, BIODIVERSITE, CHANGEMENT CLIMATIQUE, DEVELOPPEMENT DURABLE, ECOSYSTEME, ESPACE NATUREL, IMPACT ENVIRONNEMENTAL, POLITIQUE TERRITORIALE, RESSOURCES NATURELLES, SOL, VILLE DURABLE

20969 MINISTERE DE L'ECOLOGIE
OREE - ENTREPRISES, TERRITOIRES ET ENVIRONNEMENT
MAGOT (L), HUC (P), COUTEAU (C), JOLIVET (P)
Reporting extra-financier. Première année d'application de l'article 225 de la loi Grenelle 2. Bilan et perspectives.
http://www.developpement-durable.gouv.fr/Reporting-extra-financier-bilan.html
Paris, OREE, 2013 - 84 p., tabl., graph., ann.

En partenariat avec le Commissariat général au développement durable, l'association Orée a réalisé un bilan sur la première année d'application de l'article 225 de la loi Grenelle II sur le reporting des entreprises en matière sociale, environnementale et sociétale.
Se basant sur un échantillon de 40 entreprises incluant les 20 plus importantes capitalisations du CAC 40 et les 20 plus faibles capitalisations du SBF 120, l'étude souligne les effets positifs du dispositif légal pour la transparence de la communication extra-financière, mais aussi les difficultés rencontrées pour renseigner certains critères. Au-delà de ces éléments, l'étude a pour ambition de relever certaines avancées au sein des systèmes de reporting extra-financier : comment les entreprises s'approprient-elles cet exercice de reporting, quelle place occupe-t-il dans leur document de référence ?

BILAN SOCIAL DE L'ENTREPRISE, ENTREPRISE, METHODOLOGIE
BILAN, INFORMATION ENVIRONNEMENTALE, LOI GRENELLE 2, RAPPORT DEVELOPPEMENT DURABLE, RESPONSABILITE ENVIRONNEMENTALE, RESPONSABILITE SOCIALE DE L'ENTREPRISE

20975 CENTRE LILLOIS D'ETUDES ET DE RECHERCHES SOCIOLOGIQUES ET ECONOMIQUES
POSTEL (N), SOBEL (R), CHAVY (F)
Dictionnaire critique de la RSE.
Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2013 - 498 p., bibliogr., index
col. : *Capitalismes - éthique - institutions*

Tout le monde parle de la "responsabilité sociale de l'entreprise" (RSE), mais qui sait vraiment à quoi renvoie ce phénomène ? Si chacun s'accorde sur le fait qu'il bouleverse le mode traditionnel de négociation sociale et de médiation publique, il n'existe pas de consensus clair quant à ses contours et limites. Pour disposer d'un référent commun concernant le sens, la nature, l'extension, le potentiel, le contenu, ce dictionnaire critique, réflexif et pluridisciplinaire est constitué de contributions des spécialistes reconnus de cette question dans le champ des sciences sociales.

ENTREPRISE, GESTION D'ENTREPRISE, VOCABULAIRE
ETHIQUE, RESPONSABILITE SOCIALE DE L'ENTREPRISE

18582 CENTRE FRANCAIS D'INFORMATION SUR LES ENTREPRISES
Étude annuelle 2013 sur l'information sociale et environnementale dans les rapports annuels des entreprises.
Paris, CFIE Conseil, 2013 - 208 p, tabl., graph., ann.

Cette étude évalue la qualité des informations sociales, sociétales et environnementales de 44 rapports d'entreprises. Pour chacun des rapports, l'étude fournit une fiche entreprise avec graphiques et tableaux, la note du rapport, son positionnement par rapport au panel étudié, son profil et des indicateurs chiffrés. La fiche est complétée par un commentaire en trois volets (social, sociétal, environnemental) soulignant les points forts, les axes de progrès et les éventuels reculs constatés.
Edition 2013 : trois analyses portent sur la situation et la sécurisation de l'emploi, la promotion de la diversité, la préservation de la ressource en eau.

BILAN SOCIAL DE L'ENTREPRISE, EAU, EMPLOI, ENTREPRISE, INFORMATION, METHODOLOGIE, SOCIETE
BIODIVERSITE, DEVELOPPEMENT DURABLE, INFORMATION ENVIRONNEMENTALE, RAPPORT DEVELOPPEMENT DURABLE, REDUCTION DES EMISSIONS, RESPONSABILITE ENVIRONNEMENTALE, RESPONSABILITE SOCIALE DE L'ENTREPRISE

20955 ESPAGNE Asociacion espanola de normalizacion y certificacion
Responsabilidad social. Productos financieros socialmente responsables.
Requisitos de los productos de inversion. Norma espanola UNE 165001 - Junio 2012.
Madrid, AENOR, 2012 - 16 p., bibliogr.

CAPITAL RISQUE, NORMALISATION, NORME, ORGANISME FINANCIER
ETHIQUE, INVESTISSEMENT SOCIALEMENT RESPONSABLE, ORGANISATION FINANCIERE, RESPONSABILITE SOCIALE DE L'ENTREPRISE, RESPONSABILITE SOCIETALE DES ORGANISATIONS
ESPAGNE

20942 GAGLIO (G), LAURIOL (J), TERTRE (C DU)
L'économie de la fonctionnalité : une voie nouvelle vers un développement durable ?
Toulouse, Octares, 2011 - 167 p., bibliogr., tabl.
col. : *Travail, subjectivité - Entreprises, territoires*

Selon des chercheurs en sciences sociales, l'économie de la fonctionnalité se définit comme une économie qui optimise l'usage de biens et de services plutôt que l'acquisition des biens, et par conséquent améliore la gestion des richesses.
Après avoir posé dans une première partie plusieurs enjeux soulevés par ce modèle économique émergent au regard des sciences humaines et sociales (économie, gestion, sociologie, ergonomie), une seconde partie présente des initiatives qui s'en inspirent, dans les domaines de la mobilité, de l'énergie et du courrier. Les auteurs instruisent, d'une part, des problématiques de recherche relatives à ce modèle présentant potentiellement une alternative aux modèles économiques dominants ; ils s'appuient d'autre part sur des projets concrets menés par des entreprises comportant une dimension territoriale forte.

CONSOMMATION, ENERGIE, ENTREPRISE, MARKETING, TRANSPORT COLLECTIF, TRANSPORT URBAIN
DEVELOPPEMENT DURABLE, ECONOMIE DE LA FONCTIONNALITE, ETUDE DE CAS, MOBILITE DURABLE, MODELE ECONOMIQUE, POLITIQUE TERRITORIALE, RENOVATION
LA POSTE

ENERGIE - MATIERES PREMIERES

16448 AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE
World energy outlook 2013.
Paris, Agence internationale de l'énergie, OCDE, 2013 - 687 p., tabl., graph., ann., bibliogr.

L'édition 2013 présente les perspectives énergétiques jusqu'en 2035, pour toutes les sources, régions et secteurs (pétrole, charbon, gaz naturel, électricité et énergies renouvelables). Sont également abordées la demande globale d'énergie, les émissions de gaz à effet de serre, la compétitivité et l'efficacité énergétique.

Le pétrole fait l'objet d'une analyse approfondie en termes de ressources, production, demande, raffinage et commerce international, ainsi que les perspectives énergétiques du Brésil et leurs implications pour le paysage énergétique mondial.

ANALYSE COUT AVANTAGE, CHARBON, COMMERCE INTERNATIONAL, COMPETITIVITE, CONSOMMATION D'ENERGIE, DEMANDE D'ENERGIE, EAU, ELECTRICITE, ENERGIE, ENERGIE NOUVELLE, ENERGIE NUCLEAIRE, ENERGIE TRANSPORT, INVESTISSEMENT, PETROLE, POLITIQUE ENERGETIQUE, POLLUTION AIR, PRIX DE L'ENERGIE, PROSPECTIVE ENERGIE, RAFFINAGE, SCENARIO
APPROVISIONNEMENT, BIOCARBURANT, CHANGEMENT CLIMATIQUE, CONJONCTURE ENERGIE, EFFICACITE ENERGETIQUE, EMISSIONS DE CO2, ENERGIE RENOUVELABLE, ETUDES 2030, GAZ NATUREL, MARCHE DE L'ENERGIE, PRODUCTION D'ENERGIE, PROJECTION, RESSOURCES ENERGETIQUES, SECURITE ENERGETIQUE, STATISTIQUES DE L'ENERGIE
ASIE DU SUD EST, BRESIL, CHINE, INDE, IRAK, MONDE, PAYS DE L'OCDE, PAYS DEVELOPPES, PAYS EMERGENT, RUSSIE

20941 BIHOUIX (P), GUILLEBON (B DE)
Quel futur pour les métaux ? Raréfaction des métaux : un nouveau défi pour la société.
Les Ulis, EDP Sciences, 2010 - 299 p., schémas, graph., bibliogr., tabl.

Les métaux, ressources minérales naturelles non renouvelables, sont à la base de la civilisation industrielle. Leur raréfaction est un des défis majeurs du 21ème siècle.
A partir d'une analyse approfondie et documentée, prenant en compte les enjeux techniques, économiques, sociaux et environnementaux de la raréfaction des métaux, les auteurs mettent à mal les mythes de l'abondance, de la croissance verte et d'une technologie salvatrice. Ils posent aussi les limites d'une économie circulaire fondée sur le recyclage généralisé.
Le texte principal sur la complexité des métaux est complété par une trentaine d'études couvrant différents secteurs d'activité et une présentation détaillée de métaux.

DECHET, MINERAI, PRIX, PROSPECTIVE, SECTEUR D'ACTIVITE
IMPACT ENVIRONNEMENTAL, METAL, RECYCLAGE, RESERVES MINIERES, RESSOURCES NATURELLES

ENERGIE RENOUVELABLE

20951 COUR DES COMPTES
La politique de développement des énergies renouvelables. Rapport public thématique.
http://www.ccomptes.fr/Publications/Publications/La-politique-de-developpement-des-energies-renouvelables
Paris, Documentation française (La), 2013 - 241 p., tabl., ann., graph.

Ce rapport analyse les conditions pour que la France atteigne l'objectif qu'elle s'est fixée : assurer 23 % de sa consommation finale brute d'énergie en 2020 (chaleur et électricité) à partir des énergies renouvelables. Si, en 2011, la trajectoire était presque respectée, avec 13,1 % d'énergies renouvelables contre 10,3 % en 2005, l'effort à accomplir entre 2012 et 2020 devra être six à sept fois supérieur. L'objectif apparaît donc ambitieux, notamment au regard du coût élevé qu'il implique pour la collectivité. Aux interrogations sur la soutenabilité des aides publiques s'ajoute d'autres difficultés à surmonter : l'insuffisante organisation de l'Etat, des réglementations inadaptées, des ressources naturelles limitées et des attentes fortes de la société civile. La Cour des comptes souligne la nécessité d'effectuer des choix, à commencer entre les filières à soutenir et entre les dispositifs de soutien, selon leur efficience.

AIDE DE L'ETAT, CONSOMMATION D'ENERGIE, COUT DE PRODUCTION, ELECTRICITE, ETUDES 2020, POLITIQUE ENERGETIQUE, PROSPECTIVE ENERGIE, REGLEMENTATION
EFFET SOCIO ECONOMIQUE, ENERGIE RENOUVELABLE
EUROPE

ENVIRONNEMENT

20957 MINISTERE DE L'ECOLOGIE
Babar le P'tit Ecolo.
http://www.developpement-durable.gouv.fr/Babar-le-P-tit-Ecolo.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2012 - 24 p.

Livret destiné aux enfants pour les sensibiliser aux thèmes de la préservation de l'environnement et de la sauvegarde de la planète et leur faire découvrir les bons gestes à faire tout au long de la journée pour préserver la terre.

ENVIRONNEMENT, PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
ENFANT

CHANGEMENT CLIMATIQUE

20933 CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE, CENTRE EUROPEEN DE RECHERCHE ET DE FORMATION AVANCEE EN CALCUL SCIENTIFIQUE, INSTITUT PIERRE SIMON LAPLACE, LABORATOIRE ATMOSPHERES MILIEUX OBSERVATIONS SPATIALES, LABORATOIRE DE METEOROLOGIE DYNAMIQUE, LABORATOIRE D'OCEANOGRAPHIE ET DU CLIMAT, LABORATOIRE DES SCIENCES DU CLIMAT ET DE L'ENVIRONNEMENT, METEO FRANCE
Climat. Modéliser pour comprendre et anticiper.
http://www.insu.cnrs.fr/node/4501
Paris, CNRS, 2013 - 40 p., graph., photogr., lexique

Le programme mondial de recherche sur le climat assure une coordination au niveau international par l'organisation périodique d'exercices de comparaison de modèles (CMIP) qui servent de support scientifique aux rapports du GIEC (groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat). Au niveau national, la coordination repose sur le projet MISSTERRE rassemblant les laboratoires français de modélisation climatique.
Écrit dans ce cadre par une quarantaine de chercheurs, ce livret présente les fondamentaux et les limites de la modélisation du climat, ainsi que les conclusions majeures tirées de l'analyse des simulations produites au cours de la 5e édition de CMIP par les équipes françaises.

PREVISION, SCENARIO, SCIENCES
CALCUL NUMERIQUE, CHANGEMENT CLIMATIQUE, EVOLUTION, MODELE DE SIMULATION, MODELISATION, PROGRAMME DE RECHERCHE, SIMULATION, TEMPERATURE

DECHET

19242 ENVIRONNEMENT ET TECHNIQUE, ENVIRONNEMENT MAGAZINE
Les chiffres de l'industrie du recyclage. La production 2012 des nouvelles matières premières.
Paris, Cogiterra Editions, 2013 - 34 p., tabl., graph.
Environnement et technique (Hors série)

BOIS, CHIFFRE D'AFFAIRES, DECHET, ENERGIE, ENTREPRISE, FER, MATIERES PREMIERES, PALETTE, PRODUCTION, SECTEUR D'ACTIVITE
DECHET D'EMBALLAGE, DECHET INDUSTRIEL, DECHET MENAGER, DECHET METALLURGIQUE, ECONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT, MATERIAU, MATIERE PLASTIQUE, METAL NON FERREUX, PAPIER CARTON, RECYCLAGE, TAUX DE RENTABILITE INTERNE, TEXTILE, TRAITEMENT DES DECHETS, VERRE

ECONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT

20953 OREE - ENTREPRISES, TERRITOIRES ET ENVIRONNEMENT
FROMAGEOT (C), LERICHE (H), TROMMETTER (M)
La gestion de la biodiversité par les acteurs : de la prise de conscience à l'action.
Paris, OREE, 2013 - 300 p., bibliogr., ann., lexique
col. : *Biodiversité & économie*

Comment concilier activités économiques et biodiversité ? Est-il aujourd'hui possible de faire de la gestion de la biodiversité un atout ? Ce guide apporte des éclairages quant aux enjeux à considérer, aux approches de gestion de la biodiversité à l'échelle d'un produit mais aussi d'un territoire, ainsi qu'à certaines avancées prospectives telles que l'intégration de la biodiversité dans la comptabilité des organisations et la complexité des interactions dynamiques entre systèmes humains et systèmes vivants. Une quinzaine d'études de cas conduites par des structures adhérentes et partenaires illustrent leurs démarches et leurs stratégies.

COMMUNICATION, ENTREPRISE, INGENIERIE, PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, STRATEGIE DE L'ENTREPRISE
APA, BIODIVERSITE, CONVENTION SUR LA DIVERSITE BIOLOGIQUE, ECO CONCEPTION, ECOLOGIE INDUSTRIELLE, ECONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT, ECOSYSTEME, ETUDE DE CAS, GESTION, POLITIQUE TERRITORIALE, SERVICE ECOLOGIQUE

20973 PERTHUIS (C DE), JOUVET (PA)
Le capital vert : une nouvelle perspective de croissance.
Paris, Odile Jacob, 2013 - 280 p.

Ce livre rompt avec la pensée économique traditionnelle, qui considère la nature comme un stock limité de ressources, dont l'épuisement menace la croissance. A cette vision fondée sur la rareté, les auteurs opposent la notion de fonction régulatrice : les services que rend la nature, qu'il s'agisse de la stabilité du climat ou de la biodiversité, ne peuvent rester gratuits si on veut maintenir la possibilité d'une croissance. Explorant les champs d'expérimentation ouverts pour le climat et la biodiversité, ils montrent qu'il y a un vivier d'innovations et d'investissements pour une croissance pérenne. Ils dévoilent sous un angle neuf les enjeux de la transition énergétique et écologique.

CROISSANCE ECONOMIQUE, ENERGIE NUCLEAIRE, INNOVATION, PRIX DE L'ENERGIE, THEORIE ECONOMIQUE
BIODIVERSITE, CAPITAL NATUREL, CROISSANCE VERTE, DECROISSANCE, ECONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT, PRIX DU CARBONE, REGULATION, TRANSITION ECOLOGIQUE, TRANSITION ENERGETIQUE, VALEUR
EUROPE

20229 MANAGI (S)
The economics of biodiversity and ecosystem services.
Abingdon, Routledge, 2013 - 240 p., index, tabl., graph., bibliogr.
col. : *Routledge explorations in environmental economics*

Face à la dégradation des écosystèmes et de la biodiversité, cet ouvrage met l'accent sur l'évaluation des services écosystémiques et le développement des instruments économiques pour leur conservation. Il propose plusieurs études, parmi lesquelles : l'évaluation des paiements pour services écosystémiques agricoles, l'analyse de productivité des écosystèmes et de la biodiversité, l'établissement d'un cadre juridique pour les paiements pour services écosystémiques, l'évaluation de l'impact de la réduction des émissions dues à la déforestation, etc.

AGRICULTURE, MODELE, PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
ANALYSE ECONOMIQUE, BIODIVERSITE, DEFORESTATION, ECONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT, ECOSYSTEME, EVALUATION, INSTRUMENT DE MARCHE, PAIEMENT POUR SERVICE ECOLOGIQUE, SERVICE ECOLOGIQUE, VALEUR
JAPON

16184 BONTEMS (P), ROTILLON (G)
L'économie de l'environnement.
Paris, Découverte (La), 2013 - 125 p., graph., bibliogr.
col. : *Repères - Ecologie* n° 252

Approche économique de l'environnement, évaluation des biens environnementaux, instruments des politiques environnementales (écotaxe, normes, droit à polluer), dimension internationale des problèmes environnementaux, développement durable.

ANALYSE COUT AVANTAGE, COMPETITIVITE, DECISION, DROIT DE L'ENVIRONNEMENT, ECOLOGIE, ECONOMIE MONDIALE, ENVIRONNEMENT, METHODE D'EVALUATION, POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT, POLLUTION, PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

BIODIVERSITE, COMPARAISONS INTERNATIONALES, DEVELOPPEMENT DURABLE, ECONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT, ECOTAXE, EVALUATION ENVIRONNEMENTALE, FISCALITE ENVIRONNEMENTALE, INVESTISSEMENT INTERNATIONAL, LIBRE ECHANGE, POLITIQUE PUBLIQUE, POLLUTION TRANSFRONTIERES, PRINCIPE DE PRECAUTION
PAYS EN DEVELOPPEMENT, PAYS INDUSTRIALISES

20962 CONSEIL GENERAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE, CONSEIL GENERAL DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES ESPACES RURAUX, CONSEIL GENERAL DE L'INDUSTRIE, DE L'ENERGIE ET DES TECHNOLOGIES
ATTALI (C), FRADIN (G), DEREIX (C), LAVARDE (P), MENTHIERE (C DE)
Vers une filière intégrée de la forêt et du bois. Rapport CGEDD n° 008736-01, CGAAER n° 12163, CGEIET n° 2012/35.
http://portail.documentation.developpement-durable.gouv.fr/documents/cgedd/008736-01_rapport.pdf
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 155 p., ann.

A la suite de la Conférence environnementale 2012, la mission relative à la filière forêt/bois avait pour objectif de proposer un ensemble de mesures concrètes pour lever les obstacles identifiés, une évaluation des besoins de financement et des recommandations sur sa gouvernance. Après un état des lieux des travaux antérieurs, le rapport émet des propositions relatives à la gouvernance, à l'actualisation des dispositifs de soutien et aux moyens de lever les obstacles structurels. Le caractère hétérogène et faiblement intégré du secteur de la forêt et du bois est souligné ; il est nécessaire de mettre en place une stratégie qui concilie la réponse aux défis environnementaux et les exigences du défi économique. A cette fin, le rapport propose que soit élaboré un plan national de la forêt et du bois et la mise en place d'un comité stratégique de filière au sein du Conseil national de l'industrie. Le renouvellement de la politique de la filière doit s'accompagner d'une rationalisation et d'une meilleure visibilité du financement, avec une ressource nouvelle provenant de la compensation aux défrichements. Des mesures ciblées, dont les dispositifs de soutien aux entreprises d'exploitation et de transformation, sont également recommandées.

BOIS, ENTREPRISE, FINANCEMENT, FORET, INDUSTRIE DU BOIS, INNOVATION, INVESTISSEMENT
CONSTRUCTION, FORMATION, GESTION FORESTIERE, GOUVERNANCE, MATERIAU, STRATEGIE

20958 CAULLET (JY)
Bois et forêts de France, nouveaux défis. Rapport au Premier ministre.
http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-rapport-de-Jean-Yves-Caullet.html
Paris, Ministère de l'agriculture, 2013 - 82 p., ann., tabl., cartes

Afin de préparer le volet "forêt" du projet de loi d'avenir sur l'agriculture, une mission de réflexion sur l'avenir de la forêt et de la filière bois a été confiée par le Premier Ministre à Jean-Yves Caullet, député de l'Yonne. S'appuyant sur les travaux conduits et sur l'expérience des différents acteurs de la filière, ce rapport identifie les obstacles et propose des choix stratégiques ainsi que des outils opérationnels pour atteindre les objectifs suivants : relever les défis de la forêt et la filière bois face au changement climatique, face à la transition énergétique, aux enjeux de la biodiversité et au déséquilibre de la balance du commerce extérieur.

BOIS, COMMERCE EXTERIEUR, FISCALITE, FORET, INDUSTRIE DU BOIS
BIODIVERSITE, CHANGEMENT CLIMATIQUE, GESTION FORESTIERE, GOUVERNANCE
FRANCE

20940 ASSOCIATION FRANCAISE DE NORMALISATION
PERDREAU (B), THOMAS (P)
L'écoconception. 100 questions pour comprendre et agir.
La Plaine Saint Denis, AFNOR, 2012 - 216 p., bibliogr., schémas, graph., tabl.

De nombreux chefs d'entreprise ont pris conscience de l'atout compétitif majeur de l'écoconception. En 100 questions-réponses, cet ouvrage les accompagne pas à pas dans la compréhension et la mise en application d'une démarche d'écoconception au sein de leur entreprise. Il indique également les modalités de reconnaissance de l'écoconception, une fois mise en place.

COMPETITIVITE, ENTREPRISE, STRATEGIE DE L'ENTREPRISE
ANALYSE DU CYCLE DE VIE, ECO CONCEPTION, EVALUATION ENVIRONNEMENTALE, IMPACT ENVIRONNEMENTAL, MANAGEMENT ENVIRONNEMENTAL

MILIEU NATUREL

20946 CLERGEAU (P), BLANC (N)
Trames vertes urbaines. De la recherche scientifique au projet urbain.
Paris, Moniteur, 2013 - 339 p., graph., schémas, tabl., bibliogr., photogr.

Ce guide propose une méthodologie de mise en oeuvre des trames vertes en milieu urbain. Après avoir défini le concept de trame verte au regard de la réglementation, il présente les résultats d'un programme de recherche coordonné par des urbanistes, écologues, sociologues, géographes et économistes. Ces résultats reposent essentiellement sur une étude des écosystèmes de plusieurs villes françaises (Marseille, Paris, Angers, Nantes, Strasbourg, Montpellier et Rennes). Sont ensuite analysés les enjeux écologiques et socio-économiques de la structuration des espaces existants, qui tiennent compte de l'implication des différents acteurs au niveau global (échelle de la ville), paysager (échelle du secteur, du quartier) et local (échelle du jardin et de l'îlot). Des fiches pratiques détaillent les cinq étapes clés : le projet politique, le diagnostic, le scénario envisagé, la mise en chantier, la gestion dans le temps et dans l'espace.

AMENAGEMENT URBAIN, ESPACE VERT, METHODOLOGIE, REGLEMENTATION, VEGETATION, VILLE
BIODIVERSITE, CORRIDOR ECOLOGIQUE, ECOLOGIE URBAINE, EFFET SOCIO ECONOMIQUE, ETUDE DE CAS, GOUVERNANCE, NATURE, PAYSAGE, POLITIQUE URBAINE, PROGRAMME DE RECHERCHE, PROJET URBAIN, RECHERCHE URBAINE, SERVICE ECOLOGIQUE, TRAME VERTE
ANGERS, MARSEILLE, MONTPELLIER, NANTES, PARIS, RENNES, STRASBOURG

20908 DREAL Bretagne, REGION Bretagne, PREFECTURE BRETAGNE
Les Bretons face à l'évolution du trait de côte. Une approche prospective pour une gestion durable. Actes du colloque du 26 mars 2013, Palais des Congrès de Lorient.
http://www.bretagne.developpement-durable.gouv.fr/actes-du-colloque-les-bretons-face-a1961.html
Rennes, DREAL, 2013 - 83 p., bibliogr., web, cartes, lexique

Quels devenirs et quelles stratégies pour les territoires littoraux bretons à l'horizon 2040 ? Pour apporter des éléments de réponse, un colloque organisé conjointement par l'État et la Région Bretagne a réuni des élus, acteurs, experts et témoins. Après une approche historique de l'appropriation du littoral par les Bretons et une présentation du changement climatique en Bretagne, le colloque a donné lieu à trois tables rondes :
- les rapports entre l'Homme et les milieux : vers un équilibre entre risques et opportunités ;
- modèles socio-économiques et attractivité pérenne ;
- gouvernance et capacité d'agir demain.

LITTORAL, PROSPECTIVE
CHANGEMENT CLIMATIQUE, ESPACE MARITIME, EXPERTISE, GESTION, GESTION INTEGREE DES ZONES COTIERES, GOUVERNANCE, NIVEAU DE LA MER, POLITIQUE PUBLIQUE, POLITIQUE TERRITORIALE, PREVENTION DES RISQUES, PROTECTION DU LITTORAL, REGION COTIERE, RISQUE NATUREL, STRATEGIE, TRAIT DE COTE
BRETAGNE

POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT

17147 NATIONS UNIES Programme des Nations Unies pour l'environnement
UNEP yearbook 2013. Emerging issues in our global environment.
http://www.unep.org/yearbook
Nairobi, PNUE, 2013 - 68 p., graph., tabl., schémas, bibliogr., photogr., index

L'annuaire du PNUE examine les événements majeurs et les nouveaux enjeux environnementaux. Il présente les dernières tendances de l'environnement mondial basées sur des indicateurs clés.

Edition 2013
Le rapport souligne la nécessité de renforcer la gouvernance et la gestion de l'Arctique, pour éviter la ruée vers les ressources naturelles, motivée par l'accélération de la fonte de la banquise. Il met également en évidence l'importance d'une meilleure information sur les risques liés aux produits chimiques et soulève la question de l'augmentation du commerce illicite d'animaux sauvages.

AGRICULTURE, CENTRALE NUCLEAIRE, DECHET, EAU, ECOLOGIE, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, FORET, POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT, POLITIQUE ENERGETIQUE, POLLUTION AIR, POLLUTION EAU, PRODUIT ALIMENTAIRE, PRODUIT CHIMIQUE, PROSPECTIVE, PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, RECHERCHE, SANTE, ZONE URBAINE
BIODIVERSITE, CATASTROPHE, CHANGEMENT CLIMATIQUE, CO2, COMPARAISONS INTERNATIONALES, COOPERATION INTERNATIONALE, CROISSANCE VERTE, DEVELOPPEMENT DURABLE, ECONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT, ECOSYSTEME, EMISSIONS, ESPACE MARITIME, GOUVERNANCE, IMPACT ENVIRONNEMENTAL, INDICATEUR ENVIRONNEMENT, MATIERE PLASTIQUE, PERMIS D'EMISSION, PROSPECTIVE ENVIRONNEMENT, REGION COTIERE, RESSOURCES NATURELLES, RISQUE, SOL, URBANISATION
ARCTIQUE, MONDE

20896 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL
BLANC (M), BOUGRAIN DUBOURG (A)
Agir pour la biodiversité.
http://www.lecese.fr/travaux-publies/agir-pour-la-biodiversite
Paris, Journal officiel, 2013 - 50 p., ann., lexique
col. : *Avis* n° 2013-19

Deux ans après son avis sur la biodiversité (cote 19224) et alors que le gouvernement prépare un projet de loi-cadre sur le sujet, le Conseil donne une suite aux propositions qu'il formulait en 2011. Il constate des avancées, en particulier avec la Stratégie nationale pour la biodiversité (SNB) et prend acte de la volonté de faire de la France un pays exemplaire en matière de reconquête de la biodiversité. Il constate cependant un décalage persistant entre l'ambition affichée et les moyens affectés. Avec la volonté de renforcer une approche écosystémique et concertée, le Conseil poursuit sa réflexion autour de trois axes d'action : tenir les engagements internationaux en appliquant le protocole de Nagoya en 2015, amplifier la mobilisation des acteurs et faire de la politique de l'urbanisme un outil majeur, améliorer la gouvernance en renforçant la SNB et en dotant la future Agence pour la biodiversité des missions et des moyens nécessaires.

POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT, PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, URBANISME
APA, BIODIVERSITE, EDUCATION A L'ENVIRONNEMENT, GOUVERNANCE, PATRIMOINE NATUREL, SERVICE ECOLOGIQUE, STRATEGIE

20717 THE SHIFT PROJECT
LE TENO (H)
Cartographie de la transition carbone. Un projet collectif et ambitieux : emplois, pouvoir d'achat, territoires. Des enjeux de financement.
http://theshiftproject.org/this-article/mapping-the-carbon-transition-in-france-the-shifts-final-report
Paris, The Shift Project, 2013 - 220 p., graph., schémas, web, bibliogr.

Le projet de recherche, lancé en 2012 par le think tank The Shift Project, a pour objectif de fournir des éléments de réflexion stratégique aux décideurs publics et au secteur financier afin d'accélérer la transition vers une économie décarbonée. Il part de trois postes de la consommation des ménages français (se nourrir, se loger, se déplacer) qui représentent une part majeure de leurs dépenses et de leur dépendance énergétique. Il développe :
- une meilleure compréhension de ce qu'on peut entendre par "transition" ;
- une vision territoriale de la transition, avec des suggestions de secteurs/filières/projets/acteurs à soutenir ;
- une revue des défis liés au financement de la transition, une estimation des besoins en financement de ces projets/secteurs/acteurs et des ressources (investissement en capital, prêt, mobilisation de l'épargne, création d'outils dédiés, etc...) ;
- une évaluation des enjeux (par exemple, la réduction de la dépendance énergétique de la France) et des impacts espérés (baisse des émissions des gaz à effet de serre, création d'emplois) à travers une sélection d'actions faisant l'objet d'une investigation plus détaillée.

AGRICULTURE, CONSOMMATION ALIMENTAIRE, CONSOMMATION DES MENAGES, EMPLOI, EPARGNE, FINANCEMENT, INVESTISSEMENT, MOBILITE, POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT, POLITIQUE ENERGETIQUE, POUVOIR D'ACHAT
ECONOMIE BAS CARBONE, EFFET SOCIO ECONOMIQUE, EFFICACITE ENERGETIQUE, LOGEMENT, TERRITORIALISATION, TRANSITION ECOLOGIQUE

20903 **Les essentiels de l'environnement. Eléments clés et 3 postures types des associations de l'environnement.**
http://www.cnarenvironnement.org/Les-essentiels-de-l-environnement-un-complement
CNAR Environnement, 2012 - 32 p.

Ce document présente les caractéristiques du secteur associatif de l'environnement, ses enjeux et ses réseaux. Il apporte un éclairage particulier sur les caractéristiques les plus couramment présentées par les associations, avec la description de trois postures-types et de leurs caractéristiques dominantes : les postures "interpellation", "co-construction" et "réalisation". Il s'agit de postures dominantes, une association pouvant être positionnée dans deux ou trois postures.

ASSOCIATION, ENVIRONNEMENT, POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT, RESEAU
TYPOLOGIE

20921 AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAITRISE DE L'ENERGIE
ACTEON
CHEUNG (E), ARAMA (Y), STROSSER (P), CHEVALERAUD (Y)
Benchmark sur la prise en compte des enjeux sociaux dans les politiques publiques environnementales. Rapport final.
http://www2.ademe.fr/servlet/getDoc?cid=96&m=3&id=88443&p1=02&p2=01&ref=17597
Paris, ADEME, 2012 - 129 p., bibliogr., tabl., graph., web, ann., schémas

Cette étude explore les mécanismes et approches développés dans le domaine de l'environnement qui assureraient un (meilleur) équilibre entre ambition environnementale et ambition sociale. Elle combine trois approches complémentaires :
- une réflexion initiale de cadrage permettant de clarifier les contours des "enjeux sociaux", basée sur une revue de littérature et des entretiens avec des experts d'organisations nationales ou internationales ;
- une analyse comparée (benchmark) de la prise en compte effective des enjeux sociaux dans les politiques environnementales de pays de l'OCDE choisis, basée sur la revue de littérature ;
- une analyse détaillée de l'intégration d'enjeux sociaux dans des dispositifs et stratégies à visée environnementale dans quatre expériences, représentant une diversité d'échelles de décision et de processus de gouvernance.

DEPENSES DES MENAGES, POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT, POLITIQUE SOCIALE
AGENDA 21, ETUDE DE CAS, EVALUATION, JUSTICE ENVIRONNEMENTALE, LOGEMENT, POLITIQUE PUBLIQUE, PRECARITE ENERGETIQUE, RENOVATION, VULNERABILITE, ZONE A FAIBLES EMISSIONS POLLUANTES
LONDRES, PAYS DE L'OCDE

RISQUES

20913 AGENCE EUROPEENNE POUR L'ENVIRONNEMENT
Late lessons from early warnings : science, precaution, innovation. Summary.
http://www.eea.europa.eu/publications/late-lessons-2
Copenhague, AEE, 2013 - 44 p.
col. : *EEA Report* n° 1/2013

Ce document sur les mises en garde en matière de science et d'innovation est le deuxième du genre produit par l'Agence européenne pour l'environnement, en collaboration avec un large panel d'auteurs externes. Les études de cas présentées couvrent un large éventail d'innovations chimiques et technologiques et mettent en évidence un certain nombre de problèmes systémiques. Elles illustrent combien peut être dommageable et coûteuse l'utilisation abusive ou la négligence du principe de précaution. Une synthèse des leçons à tirer est présentée, pour maximiser les innovations, tout en minimisant les inconvénients.

COUT, INNOVATION, JUSTICE, POLLUTION, PRODUIT CHIMIQUE, SCIENCES
ALERTE ENVIRONNEMENTALE, CONTAMINATION, ECOSYSTEME, ETUDE DE CAS, GOUVERNANCE, NANOTECHNOLOGIE, PREVENTION DES RISQUES, PRINCIPE DE PRECAUTION, RISQUE INDUSTRIEL, RISQUE SANITAIRE

20885 CONSEIL D'ANALYSE ECONOMIQUE
GRISLAIN LETREMY (C), LAHIDJI (R), MONGIN (P)
Les risques majeurs et l'action publique.
http://www.cae-eco.fr/Les-risques-majeurs-et-l-action-publique-230.html
Paris, Documentation française (La), 2012 - 352 p., bibliogr., cartes
col. : *Rapports du CAE (Les)* n° 105

Des catastrophes rappellent régulièrement l'existence de risques technologiques majeurs qui peuvent modifier notre environnement, notre santé ou notre bien-être. Peut-on les éviter ou en atténuer les effets ?
C'est l'objet de ce rapport qui couvre les risques naturels, technologiques et nucléaires. Les différents moments du risque, avant et après son occurrence, sont décrits ainsi que les mécanismes de responsabilité et d'assurance qui en découlent. L'analyse conduit à formuler plusieurs recommandations opérationnelles, aussi bien sur l'évaluation que la prévention ou l'indemnisation des risques majeurs. En complément, des économistes rappellent l'efficacité des incitations, le potentiel de l'assurance, la nature du régime d'indemnisation ou les vertus de l'évaluation.

ASSURANCES, INDUSTRIE NUCLEAIRE
ANALYSE DES RISQUES, CATASTROPHE, EVALUATION, INDEMNISATION, POLITIQUE PUBLIQUE, PREVENTION DES RISQUES, RESPONSABILITE, RISQUE, RISQUE NATUREL, RISQUE TECHNOLOGIQUE, VULNERABILITE

SANTE

20914 AGENCE EUROPEENNE POUR L'ENVIRONNEMENT, COMMISSION EUROPEENNE Joint research centre
PART (P), JAROSINSKA (D)
Environment and human health. Joint EEA-JRC report.
http://www.eea.europa.eu/publications/environment-and-human-health
Copenhague, AEE, 2013 - 106 p., bibliogr., graph., cartes
col. : *EEA Report* n° 5/2013

La santé humaine et le bien-être sont intimement liés à la qualité de l'environnement. Ce rapport, produit conjointement par l'Agence européenne pour l'environnement (AEE) et le Centre de recherche de la Commission européenne (JRC), décrit un certain nombre de questions environnementales ayant une influence directe sur la santé et le bien-être : les produits chimiques, la qualité de l'air intérieur et extérieur, les radiations, la qualité de l'eau, le bruit, les champs électromagnétiques, les nanotechnologies, les espaces verts, le changement climatique.

BIEN ETRE, BRUIT, EAU, ENVIRONNEMENT, ESPACE VERT, POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT, POLLUTION, PRODUIT CHIMIQUE, SANTE
AIR, CHANGEMENT CLIMATIQUE, NANOTECHNOLOGIE, QUALITE DE L'AIR, QUALITE DE L'EAU, RISQUE SANITAIRE

SOCIETE

20976 HAYAT (S), SINTOMER (Y)
La représentation politique.
Paris, Presses de Sciences Po, 2013 - 180 p.
Raisons politiques (50)

Ce numéro est consacré à l'exploration de la pluralité des significations de la représentation. Il puise dans la théorie politique anglo-américaine d'un côté, dans l'histoire conceptuelle et la théorie politique allemandes de l'autre, proposant des traductions de quatre textes fondamentaux peu connus en France. Des dimensions sous-estimées de la légitimité des élus, comme la ressemblance sociologique entre ces derniers et les électeurs, ou la façon dont ceux-ci contribuent à créer les groupes qu'ils sont censés représenter, y sont interrogées.

Les articles rassemblés permettent de mieux appréhender l'ensemble des situations dans lesquelles des personnes parlent et agissent au nom d'autrui, et la façon dont la représentation peut favoriser la citoyenneté active. Ils ouvrent ainsi sur des usages de la représentation qui dépassent le cadre du gouvernement représentatif et des formes instituées de délégation.

DEMOCRATIE, SYSTEME POLITIQUE, VIE POLITIQUE

11871 INSEE
France. Portrait social - Edition 2013.
Paris, INSEE, 2013 - 280 p., tabl., graph., lexique
col. : *INSEE Références*

La vue d'ensemble présente le bilan des évolutions économiques et sociales (démographie, éducation, emploi et chômage, salaires, revenus, redistribution, consommation et conditions de vie, indicateurs d'inégalités sociales). Elle est complétée par une quarantaine de fiches thématiques qui commentent les chiffres et intègrent des comparaisons européennes.
L'édition 2013 dresse le portrait des décrocheurs du système éducatif et décrit les disparités de revenu salarial et de niveau de vie. Les quatre dossiers concernent la fécondité des hommes et des femmes, les liens entre conditions de travail, situation d'emploi et santé, la récidive des personnes condamnées, l'emploi et les revenus dans les métiers artistiques.

BIEN ETRE, CHOMAGE, COMMUNICATION, CONDITIONS DE VIE, CONSOMMATION, CONSOMMATION DES MENAGES, CULTURE, DEPENSES DES MENAGES, EMPLOI, ENERGIE, ENSEIGNEMENT, EPARGNE, FECONDITE, INDICATEUR SOCIAL, INEGALITE, JUSTICE, LOISIRS, MACROECONOMIE, MENAGE, NIVEAU DE VIE, PATRIMOINE, POLITIQUE DE L'EMPLOI, POLITIQUE SOCIALE, POPULATION, PROTECTION SOCIALE, RECHERCHE DEVELOPPEMENT, REVENU, SALAIRE, SALARIE, SANTE, SOCIOLOGIE, TRANSFERTS ECONOMIQUES SOCIAUX
AGE, COMPARAISONS INTERNATIONALES, COUT DU LOGEMENT, DEPENSES, DEPENSES DE LOGEMENT, DISPARITE, EDUCATION, FACTURE ENERGETIQUE, INSECURITE, LOGEMENT, LOGEMENT DES MENAGES, MARCHE DU TRAVAIL, PAUVRETE, PROFESSION, UNION EUROPEENNE
EUROPE, FRANCE

20932 CENTRE DE RECHERCHE POUR L'ETUDE ET L'OBSERVATION DES CONDITIONS DE VIE
BIGOT (R), CROUTTE (P), DAUDEY (E), HOIBIAN (S), MULLER (J)
L'évolution du bien-être en France depuis 30 ans.
http://www.credoc.fr/publications/abstract.php?ref=C298
Paris, CREDOC, 2012 - 160 p., bibliogr., graph., tabl., ann.
col. : *Cahier de recherche* n° 298

Dans la lignée des travaux de la commission Stiglitz, cette enquête sur le bien-être des Français et son évolution depuis trente ans dresse un état des lieux mitigé. Sur les onze dimensions étudiées, quatre se sont améliorées : l'équipement du ménage, les conditions de logement, l'accès aux loisirs et le niveau d'éducation. Quatre se sont plutôt dégradées : les contraintes financières, les conditions d'emploi, l'état de santé et un environnement instable et insécurisant. Même si huit personnes sur dix se déclarent heureuses dans leur vie actuelle, les inégalités socio-économiques se sont creusées dans de nombreux domaines.

BIEN ETRE, BUDGET DES MENAGES, CONDITIONS DE VIE, EMPLOI, ENQUETE, EQUIPEMENT DES MENAGES, INDICATEUR ECONOMIQUE, INDICATEUR SOCIAL, INEGALITE, LOISIRS, METHODOLOGIE, PATRIMOINE, QUALITE DE LA VIE, SANTE
CONDITIONS DE LOGEMENT, EDUCATION, INDICATEUR, SECURITE
FRANCE

TRANSPORT

AUTOMOBILE

4549 COMITE DES CONSTRUCTEURS FRANCAIS D'AUTOMOBILES
L'industrie automobile française. Analyse et statistiques - Edition 2013.
http://www.ccfa.fr/Publications
Paris, CCFA, 2013 - 84 p., graph., tabl.

- Monde : production, marchés, échanges.
- Europe : les marchés par type, par pays, par groupe, le parc de voitures particulières, l'industrie automobile.
- France : les constructeurs (implantation, production, débouchés, facteurs de compétitivité, l'industrie automobile face à la crise...), l'industrie (recherche et développement, pôles de compétitivité, commerce extérieur...), les marchés (diesel, occasion, carrosserie, DOM...), l'utilisation (taux de motorisation, circulation routière et émissions de CO_2, transports intérieurs de voyageurs et de marchandises, coût de la mobilité voyageurs et marchandises...), les dépenses, les impacts économiques et l'emploi.
- Statistiques monde, Europe et France.

AELE, AUTOMOBILE, CARBURANT, COMMERCE EXTERIEUR TRANSPORT, COMMERCE REPARATION AUTOMOBILE, COUT DU TRANSPORT, CREDIT, CRISE ECONOMIQUE, DEPENSE DE TRANSPORT, EFFET SOCIO ECONOMIQUE DU TRANSPORT, EMPLOI DANS LE TRANSPORT, ENVIRONNEMENT TRANSPORT, EQUIPEMENTIER AUTOMOBILE, EXPORTATION, FISCALITE AUTOMOBILE, INDICE DES PRIX, INDUSTRIE AUTOMOBILE, MARCHE DU VEHICULE D'OCCASION, MOTEUR DIESEL, MOTORISATION, PARC AUTOMOBILE, PRODUCTION DU TRANSPORT, RECHERCHE DEVELOPPEMENT, RECHERCHE TRANSPORT, STATISTIQUES, STATISTIQUES DE TRANSPORT, TRAFIC, TRAFIC ROUTIER, TRANSPORT DANS LE MONDE, TRANSPORT EN EUROPE, TRANSPORT INTERIEUR, VEHICULE UTILITAIRE, VEHICULE UTILITAIRE LEGER
COMPARAISONS INTERNATIONALES, COMPETITIVITE DU TRANSPORT, COMPTES DE LA ROUTE, EMISSIONS, IMMATRICULATION DES AUTOMOBILES, MARQUE DU VEHICULE, POLE DE COMPETITIVITE
CITROEN, PEUGEOT, RENAULT, RVI
AFRIQUE, AMERIQUE DU NORD, AMERIQUE LATINE, ASIE, CANADA, ETATS-UNIS, EUROPE, FRANCE, JAPON, MONDE, MOYEN ORIENT, PAYS DE L'EST

20907 GARGOV (A)
La cote Argus : 85 ans d'histoire.
Strasbourg, Automobile club association, 2013 - 79 p.

Comment est née la cote Argus en 1927 ? Pourquoi les textes officiels y ont fait référence ? Quelles méthodes les experts de l'Argus ont-ils développées au fil des décennies pour rendre les cours-moyens toujours plus précis ? Autant de questions auxquelles répond ce livre, tout en racontant, en filigrane, l'histoire de l'automobile française.

AUTOMOBILE, HISTOIRE
NOUVELLES TECHNOLOGIES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION, PUBLICATION, VEHICULE D'OCCASION

ECONOMIE DU TRANSPORT

5225 UNION ROUTIERE DE FRANCE
Faits et chiffres 2013. Statistiques des transports en France et en Europe.
Paris, URF, 2013 - 132 p., tabl., graph.

Cette publication présente une grande quantité de données statistiques, graphiques et commentaires concernant le secteur des transports et de la mobilité pour les voyageurs et les marchandises, qu'il s'agisse des transports individuels et collectifs, par route ou par d'autres modes.
Depuis 2010, sont proposés, en plus des statistiques françaises, des fiches sur les transports dans les Etats de l'Union européenne, qui permettent d'observer la position de la France au sein de l'Europe dans les domaines de la mobilité, l'énergie, la sécurité et l'économie des transports.

ACCIDENT DE TRANSPORT, AUTOROUTE, CARBURANT, COMPTES SNCF, CONSOMMATION DE CARBURANT, CONSOMMATION DES MENAGES, DEPENSE DE TRANSPORT, DEPENSES DE L'ADMINISTRATION, DISTANCE DE DEPLACEMENT, ECONOMIE DU TRANSPORT, EMPLOI DANS LE TRANSPORT, ENERGIE TRANSPORT, ENVIRONNEMENT TRANSPORT, EQUIPEMENT DES MENAGES,

FERROUTAGE, FISCALITE DU TRANSPORT, INFRACTION, INFRASTRUCTURE DE TRANSPORT, INVESTISSEMENT DE TRANSPORT, LONGUEUR DU RESEAU, MENAGES TRANSPORT, MOTORISATION, PARC AUTOMOBILE, PERMIS DE CONDUIRE, POLLUTION AIR, POPULATION, PRIX DE L'ENERGIE, PRIX DE L'ESSENCE, RECETTES DE TRANSPORT, REPARTITION MODALE, RESEAU AUTOROUTIER, ROUTE NATIONALE, SECTEUR D'ACTIVITE, SECURITE ROUTIERE, STATISTIQUES DE TRANSPORT, STATISTIQUES ROUTIERES, TAXE, TRAFIC AEROPORTUAIRE, TRAFIC MARCHANDISES, TRAFIC ROUTIER, TRAFIC TRANS MANCHE, TRAFIC VOYAGEURS, TRANSPORT COMBINE
AGE, COMPARAISONS INTERNATIONALES, COMPTES DE LA ROUTE, CONTROLE TECHNIQUE, DENSITE DU RESEAU, EFFET DE SERRE, EMISSIONS, EMPLOI INDUIT, INVESTISSEMENT D'INFRASTRUCTURE, QUALITE DE L'AIR, RECETTES FISCALES, SEXE, STATISTIQUES AEROPORTUAIRES, TRAFIC TRANSALPIN, TRAFIC TRANSPYRENEEN, TRANSPORT TRANSFRONTALIER, VENTE DE CARBURANT
EUROPE, FRANCE

9540 OFFICIEL DES TRANSPORTEURS, COMPAGNIE FRANCAISE D'ASSURANCES POUR LE COMMERCE EXTERIEUR
Les 1000 - Spécial classements 2013.
Les 100 premiers groupes nationaux - Classements par région et spécialité.
Annuaire des entreprises.
Rueil Malmaison, Officiel des transporteurs, 2013 - 187 p., tabl.

CHIFFRE D'AFFAIRES, CITERNE, CONTENEUR, CREATION D'ENTREPRISE, ENTREPRISE DE TRANSPORT, FAILLITE, FERROUTAGE, GROUPAGE MESSAGERIE, LOGISTIQUE, STATISTIQUES, TRAFIC MARCHANDISES, TRAFIC REGIONAL, TRANSPORT COMBINE, TRANSPORT DE MARCHANDISES, TRANSPORT DE MATIERES DANGEREUSES, TRANSPORT DE VRAC, TRANSPORT EN EUROPE, TRANSPORT EXCEPTIONNEL, TRANSPORT FRIGORIFIQUE, TRANSPORT REGIONAL, TRANSPORT ROUTIER DE MARCHANDISES
DERNIER KILOMETRE, FRAIS DE ROUTE, GROUPE, TRANSPORT DE LOTS, TRANSPORT DE MEUBLES, TRANSPORT DE VEHICULES, UNION EUROPEENNE, VRAC LIQUIDE, VRAC SEC
ALLEMAGNE, BELGIQUE, ESPAGNE, GRANDE-BRETAGNE, IRLANDE, ITALIE, LUXEMBOURG, PAYS-BAS, PORTUGAL, REGIONS, SUISSE

TRANSPORT AERIEN

20375 MINISTERE DE L'ECOLOGIE, DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE
Trafic aéroportuaire 1986-2012.
Flux de trafic commercial 1986-2012.
http://www.developpement-durable.gouv.fr/L-Observatoire-de-l-Aviation.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 84 p., graph., tabl.

Ce document présente sur la période 1986-2012 l'ensemble du trafic commercial au départ et à l'arrivée des aéroports français (passagers locaux, fret local, mouvements), ainsi que les flux de trafic concernant la France (passagers locaux, mouvements locaux, passagers-kilomètres-transportés et fret). Les données sont exprimées en nombre, en pourcentage d'évolution, en répartition, en emport moyen.

AEROPORT, AEROPORT DE PROVINCE, FRET AERIEN, STATISTIQUES AERIENNES, TRAFIC AERIEN, TRAFIC AEROPORTUAIRE, TRAFIC INTERIEUR, TRAFIC INTERNATIONAL, TRAFIC VOYAGEURS
STATISTIQUES AEROPORTUAIRES
BALE, BEAUVAIS, BORDEAUX, FRANCE, LYON, MARSEILLE, MONTPELLIER, MULHOUSE, NANTES, NICE, ORLY, ROISSY, STRASBOURG, TOM DOM, TOULOUSE

TRANSPORT MARITIME

14570 DIRECTION GENERALE DES INFRASTRUCTURES, DES TRANSPORTS ET DE LA MER
Flotte de commerce sous pavillon français - juillet 2013.
Navires de plus de 100 unités de jauge brute affectés au transport de passagers ou de marchandises au long cours ou au cabotage.
http://www.developpement-durable.gouv.fr/Flotte-de-commerce-sous-pavillon,31953.html
Paris, Ministère de l'écologie, 2013 - 170 p., graph., tabl., ann.

AEROGLISSEUR, ARMATEUR, CABOTAGE MARITIME, FLOTTE MARCHANDE, GPL, MINERAI, PAVILLON FRANCAIS, STATISTIQUES MARITIMES, TRANSPORT DE PRODUITS PETROLIERS, TRANSPORT DE VOYAGEURS, TRANSPORT DE VRAC, TRANSPORT MARITIME, TRANSROULAGE MARITIME
AGE DE LA FLOTTE, CATAMARAN, DOUBLE COQUE, FRET MARITIME, HYDROPTERE, MONOCOQUE, NAVIGATION COTIERE, NAVIRE A PASSAGER, NAVIRE CITERNE, NAVIRE GRANDE VITESSE, NAVIRE PORTE CONTENEURS, NAVIRE ROULIER, PETROLIER, TRANSBORDEUR, TRANSPORT DE PRODUITS CHIMIQUES, TRIMARAN, VRAC LIQUIDE, VRAC SEC, VRAQUIER
DOM, TOM

TRANSPORT MARITIME - PORT MARITIME

8154 JOURNAL DE LA MARINE MARCHANDE
Spécial conteneurisation 2013.
Top des opérateurs et des ports conteneurisés dans le monde.
Paris, Journal de la marine marchande, 2013 - 15-39, tabl.

ARMATEUR, CONTENEUR, CRISE ECONOMIQUE, MANUTENTION PORTUAIRE, STATISTIQUES MARITIMES, STRATEGIE DE L'ENTREPRISE, TRAFIC CONTENEURISE, TRAFIC PORTUAIRE, TRANSFERT MODAL, TRANSPORT DANS LE MONDE
SURCAPACITE DE TRANSPORT, TAUX DE FRET, TRANSPORT A COURTE DISTANCE, TRANSPORT COMBINE FER MER
APL, BARRY ROGLIANO SALLES, CMA CGM, COSCO, CSCL, EVERGREEN, GRAND ALLIANCE, HANJIN, K LINE, MAERSK, MAERSK SEA LAND, MSC, NYK, OOCL
AFRIQUE SUB SAHARIENNE, AMERIQUE CENTRALE, AMERIQUE DU NORD, AMERIQUE DU SUD, ASIE, AUSTRALIE, EUROPE, GUADELOUPE, INDE, MONDE, MOYEN ORIENT, OCEANIE, PROCHE ORIENT

TRANSPORT URBAIN

5342 DIRECTION DES TRANSPORTS TERRESTRES, CENTRE D'ETUDES SUR LES RESEAUX LES TRANSPORTS L'URBANISME ET LES CONSTRUCTIONS PUBLIQUES, GROUPEMENT DES AUTORITES RESPONSABLES DE TRANSPORT, UNION DES TRANSPORTS PUBLICS, DIRECTION GENERALE DES INFRASTRUCTURES, DES TRANSPORTS ET DE LA MER, UNION DES TRANSPORTS PUBLICS ET FERROVIAIRES
Transports collectifs urbains - Evolution 2006-2011. Annuaire statistique 2013. Cédérom.
Lyon, CERTU, 2013 - tabl., lexique
col. : *Les données*

Le document présente les résultats de l'enquête annuelle sur les transports collectifs urbains menée en collaboration avec les centres d'études techniques de l'Equipement (CETE), le Groupement des autorités responsables de transport (GART) et l'Union des transports publics ferroviaires (UTP).
Les données statistiques relatives à 186 réseaux de transport portent principalement sur les caractéristiques des réseaux, l'offre, l'usage, le parc de véhicules, le personnel et la tarification. Le document comporte également quelques données financières et des ratios. Il permet de situer l'importance économique de ce secteur et de comparer les réseaux entre eux ainsi qu'à des moyennes.

AUTOBUS, EFFECTIFS DU TRANSPORT, ENTREPRISE DE TRANSPORT, ENTREPRISE DE TRANSPORT PUBLIC URBAIN, GAZOLE, METROPOLITAIN, MINIBUS, OFFRE DE TRANSPORT, PARC DES VEHICULES UTILITAIRES, PERSONNEL, RATIO, REMONTEE MECANIQUE, RESEAU DE TRANSPORT, RESEAU DE TRANSPORT COLLECTIF, STATISTIQUES DE TRANSPORT, TARIF DE TRANSPORT COLLECTIF URBAIN, TARIFICATION DU TRANSPORT, TRAMWAY, TRANSPORT COLLECTIF, TRANSPORT DANS L'ECONOMIE, TRANSPORT URBAIN, TRANSPORT URBAIN DE PROVINCE, TROLLEYBUS, VERSEMENT TRANSPORT
AUTORITE ORGANISATRICE, ENQUETE DE TRANSPORT, EXPLOITATION DES TRANSPORTS URBAINS, RATIO FINANCIER, RESEAU URBAIN, TITRE DE TRANSPORT

20808 DEGAT (M)
Mobilités et développement durable. Quels arguments pour une politique de développement des modes actifs dans l'espace périurbain ?
Evry, Université d'Evry, 2012 - 108 p., bibliogr., cartes, graph., tabl.

Dans un premier temps, ce mémoire cherche à définir l'espace périurbain, d'un point de vue morphologique et physiologique. Comment ont émergé ces villes en marge des centres urbains et quelles sont leurs caractéristiques d'un point de vue urbanistique et sociologique ? Dans un second temps, il s'intéresse aux modes de vie des habitants du périurbain. Comment vit-on dans ces territoires ? Existe-t-il un mode d'habiter spécifiquement périurbain ? Ce mode d'habiter est ensuite confronté au regard des objectifs de développement durable, afin de dégager les enjeux du développement d'une mobilité active dans l'espace périurbain. La dernière partie propose des pistes et préconisations, à travers des exemples de mises en œuvre réussies et les propos recueillis auprès des acteurs et des habitants.

CROISSANCE URBAINE, MODE DE VIE
BICYCLETTE, MOBILITE DURABLE, MOBILITE PERIURBAINE, PERIURBANISATION, POLITIQUE URBAINE, SOCIOLOGIE URBAINE, URBANISATION

REVUE DE PRESSE

GENERALITES

ADMINISTRATION

BOUAL (JC)
Services publics et services d'intérêt général en Europe.
Pour mémoire n° 12, p. 121-138
01/10/2013

LARROUTUROU (P)
Le Cerema (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement) : un nouvel établissement public pour le réseau scientifique et technique.
PCM Le Pont n° 858-859, p. 142-143
01/10/2013

LARROUTUROU (P)
Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA) : dès 2014, un nouvel établissement public au service de l'État et des collectivités.
Revue générale des routes et de l'aménagement n° 914-915, p. 12-13
01/09/2013

(CEREMA) Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement. Un établissement public à caractère administratif regroupant les 8 CETE, le Certu, le Cetmef et le Setra.

ECONOMIE

Bilan de l'économie mondiale 2013.
Problèmes Economiques n° 3077, p. 5-48, bibliogr., tabl., graph.
15/11/2013

PIKETTY (T)
Le retour du capital et la dynamique des inégalités.
Esprit n° 399, p. 85-95
01/11/2013

DURAND (M)
"Le PIB n'est pas un bon outil pour mesurer le bien-être selon l'économiste Martine Durand.
Terra Eco n° 52, p. 24-27
01/11/2013

La pauvreté n'est pas une fatalité (The Economist).
Problèmes Economiques n° 3075, p. 42-48, graph.
15/10/2013

FEREY (M), GABUTHY (Y), JACQUEMET (N)
L'apport de l'économie expérimentale dans l'élaboration des politiques publiques.
Revue française d'économie n° 2, p. 155-194, bibliogr.
01/10/2013

ANDRIOT (P), BOUCHART (C), DINET (M), FEDERICI (Al)
Dossier. L'économie sociale et solidaire, un acteur clé pour la création de richesse.
Cahiers de la Fonction Publique et de l'Administration (Les) n° 337, p. 33-37
01/10/2013

PERRET (B), MEDA (D)
Quel travail sans croissance ?
Travailler plus pour produire moins.
Réduire le temps de travail reste la solution !
Projet n° 336-337, p. 111-128
01/10/2013

FREMEAUX (P)
L'économie sociale et solidaire, une réponse à la crise ?
Projet n° 336-337, p. 85-95
01/10/2013

RICARD LANATA (X)
Faut-il encore parler de développement ? Le progrès, c'est l'équilibre !
Projet n° 336-337, p. 154-161
01/10/2013

Quelle France dans 10 ans ? Quelle soutenabilité pour notre modèle de croissance ?
http://www.strategie.gouv.fr/blog/2013/09/note-quelle-soutenabilite-pour-notre-modele-de-croissance/
Note du CGSP, p. 1-16
01/09/2013

BERARDI (N), GAUTIER (E), LE BIHAN (H)
Les ajustements individuels de prix à la consommation en France : de nouveaux résultats sur la période 2003-2011.
Economie et Statistique n° 460-461, p. 5-35, bibliogr., graph., tabl.
01/09/2013

STATISTIQUE

ALBERINI (A), SCASNY (M)
Exploring heterogeneity in the value of a statistical life : cause of death v. risk perceptions.
Ecological economics n° 94, p. 143-155, bibliogr., tabl.
01/10/2013

AGRICULTURE

MAGRINI (MB), TRIBOULET (P), BEDOUSSAC (L)
Pratiques agricoles innovantes et logistique des coopératives agricoles. Une étude ex ante sur l'acceptabilité de cultures associées blé dur-légumineuses.
Economie rurale n° 338, p. 25-45, ann., bibliogr., tabl., schémas
01/11/2013

SINAI (A), NICAISE (G)
Dossier. La permaculture : un monde d'abondance à découvrir.
Mise en pratique : agriculture naturelle et écologie.
Prendre soin de la terre, de l'humain et partager : éthique et principes de permaculture.
Né à Paris, émigré aux États-Unis, le maraîchage biologique intensif revient en France.
Revue durable (La) n° 50, p. 15-59, lexique
01/10/2013

HELLEC (F), BARATAUD (F), MARTIN (L)
Protection de l'eau et agriculture : une négociation au long cours.
Natures sciences sociétés n° 2, p. 190-199, bibliogr., fig.
01/04/2013

TEIL (G)
Le label AB, dispositif de promesse ou de jugement ?
Natures sciences sociétés n° 2, p. 213-222, bibliogr.
01/04/2013

MZOUGHI (N), BELLON (S), NAPOLEONE (C), OLLIVIER (G)
Dossier "Ecologisation des politiques publiques et des pratiques agricoles".
L'écologisation, une voie pour reconditionner les modèles agricoles et dépasser leur simple évolution incrémentale.
Dynamiques paradigmatiques des agricultures écologisées dans les communautés scientifiques internationales.
Natures sciences sociétés n° 2, p. 161-181, bibliogr., graph., tabl.
01/04/2013

AMENAGEMENT

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Dossier. Picardie : les défis des relations avec l'IdF, le projet Seine-Nord Europe, le poids de l'aéroport de Beauvais.
Infrastructures et Mobilité n° 133, p. 11-26, plans, cartes
01/11/2013

FISCHER (B), KLAUER (B), SCHILLER (J)
Prospects for sustainable land-use policy in Germany : experimenting whith a sustainability heuristic.
Ecological economics n° 95, p. 213-220, bibliogr., graph.
01/11/2013

TANGUY (JM), CHARREYRON PERCHET (A)
La résilience territoriale : un premier diagnostic.
Annales des Mines - Responsabilité et Environnement n° 72, p. 32-36, photogr.
01/10/2013

CONSTRUCTION - LOGEMENT

Quelle valeur ajoutée pour les bâtiments certifiés ?
Enjeux AFNOR n° 339, p. 64-68
01/11/2013

Filières : les écomatériaux font leurs preuves.
Moniteur des travaux publics et du bâtiment (Le) n° 5736, p. 42-44
01/11/2013

KEUSCH (A), KAMELGARN (Y), HOVORKA (F)
Intégrer la valeur environnementale dans le marché immobilier : performance, cycle de vie et analyse de risque.
Réflexions Immobilières n° 66, p. 25-32, schémas, tabl.
01/10/2013

TRANNOY (A), WASNER (E)
La politique du logement locatif.
Notes du Conseil d'analyse économique n° 10, p. 1-12
01/10/2013

BOYER (B), GATIER (J), MOULAS (L), MORDAUNT CROOK (N)
Spécial Immobilier durable.
Une vision pour l'avenir : les bâtiments responsables 2020-2050.
Un plan collectif d'action : d'un projet de société à une société de projets.
Une mesure fiable de l'efficacité énergétique.
Du développement durable à l'investissement socialement responsable.
Réflexions Immobilières n° 66, p. 5-76, bibliogr., tabl., graph., schémas
01/10/2013

La capacité d'accession des ménages à la propriété face à la crise immobilière.
Observateur de l'Immobilier (L') n° 85, p. 8-16, tabl.
01/04/2013

URBANISME - VILLES

Le nouveau Grand Paris passe à la vitesse supérieure.
Bus et Car Magazine n° 938-939, p. 6-19, tabl., plans
06/11/2013

La qualité urbaine à l'épreuve des partenariats publics privés.
Traits urbains n° 64, p. 41-48
01/11/2013

Villes intelligentes, une gouvernance à la carte pour Bordeaux, Grenoble et Vannes.
Acteurs publics n° 100/101, p. 120-123
01/11/2013

Dossier. Questionner l'étalement urbain.
L'avenir de la ville étalée ou le champ/chant des possibles.
De la gentrification à la "countryfication".
Quels projets pour la ville diffuse, polycentrisme ou isotropie ?
Il est plus facile d'étaler que d'aménager.
Urbanisme n° 46 hors série, p. 5-35, plans, photogr.
01/11/2013

BENKHELIFA (F)
Urbanisme, énergies et climat, une cohérence à inventer.
La ville étalée et le développement durable.
Urbanisme n° 46 hors série, p. 45-47
01/11/2013

De la ville durable au territoire durable...
Urbanisme n° 46 hors série, p. 50-51
01/11/2013

La ville post-carbone.
Environnement et technique n° 330, p. 38-39, tabl.
01/11/2013

BOUTET (D), SERRANO (J)
Les sols périurbains, diversification des activités et des valeurs. Quelques éléments de comparaison et d'analyse.
Economie rurale n° 338, p. 5-23, bibliogr., tabl.
01/11/2013

LION (Y)
Intensifier l'écocité de La Réunion.
Traits urbains n° 64, p. 58-66, plans, cartes, tabl., photogr.
01/11/2013

Villes intelligentes : des normes pour toutes les composantes.
Intelligente et durable : deux qualificatifs, plusieurs défis pour la ville de demain.
Enjeux AFNOR n° 339, p. 39-53
01/11/2013

Dossier. Transition écologique : l'avenir des villes en question.
La ville et son "capital nature".
Un transport de marchandises encore majoritairement routier ?
Vers une économie circulaire à grande échelle ?
Environnement et technique n° 330, p. 36-52
01/11/2013

Dossier. A la recherche de la ville durable.
Terra Eco n° 51 supplément, p. 3-22
01/10/2013

LECROART (P)
De l'autoroute urbaine à l'avenue : repenser la ville, études de cas à l'étranger et perspectives.
Transports n° 481, p. 22-31
01/09/2013

TRAVERS (M), APPERE (G), LARUE (S)
Évaluation des aménités urbaines par la méthode des prix hédoniques : une application au cas de la ville d'Angers.
Economie et Statistique n° 460-461, p. 145-163, ann., bibliogr., cartes, tabl.
01/09/2013

Le Grand Paris, laboratoire pour une coproduction public-privé innovante.
Répondre à l'enjeu résidentielle : l'autre pari du Grand Paris.
Observateur de l'Immobilier (L') n° 85, p. 20-58, tabl.
01/04/2013

DEVELOPPEMENT DURABLE

HUSSON TRAORE (AC)
Un label pour les fonds verts : à quoi ça sert ?
Valeurs vertes n° 124, p. 49
01/10/2013

CAIRNS (RD)
Sustainability or the measurement of wealth ?
Environment and development economics n° 18/5, p. 640-648, bibliogr.
01/10/2013

Science et développement durable : 20 ans après Rio, quelles perspectives ? Colloque, Paris, 4-5 avril 2012.
Natures sciences sociétés n° 2, p. 238-240
01/04/2013

ESG (environnement, social et gouvernance) et gestion ISR, pour une vision globale de l'entreprise.
http://www.revueanalysefinanciere.com/
Analyse financière n° 46, p. 71-82
01/01/2013

ENERGIE - MATIERES PREMIERES

Matières premières. Un partenariat d'innovation européen ambitieux. L'approvisionnement en métaux critiques, enjeu de souveraineté.
Enjeux AFNOR n° 340, p. 37-41
01/12/2013

VARET (J)
Quelle éthique pour les ressources naturelles ?
Valeurs vertes n° 124, p. 28-29
01/10/2013

ENERGIE FOSSILE

CHEVALIER (JM), COURME (B), KALAYDJIAN (R), MONMONT (T), BAYLOCQ (P)
Les gaz non conventionnels dans le monde.
Gaz d'aujourd'hui n° hors série, p. 85-90
01/11/2013

Dossier. Gaz de schiste : la bataille de France a commencé.
Terra Eco n° 51, p. 42-56, cartes, bibliogr.
01/10/2013

ENERGIE RENOUVELABLE

30 000 emplois dans l'éolien en mer, si...
Usine Nouvelle n° 3355, p. 42-43, cartes
28/11/2013

Réseaux intelligents, la révolution opportune.
Moniteur des travaux publics et du bâtiment (Le) n° 5737, p. 14-16, fig.
08/11/2013

Dossier. Bâtir l'avenir du bois-énergie. Le Fonds chaleur, efficace mais insuffisant.
Energie Plus n° 514, p. 14-30
01/11/2013

Enquête. Atlas des grandes centrales photovoltaïques.
Systèmes solaires n° 10 Hors série, p. 36-72, cartes
01/11/2013

Parcs éoliens offshore français : les débats publics ont rendu leur verdict.
Environnement et technique n° 330, p. 28-30
01/11/2013

2020 en ligne de mire pour la filière bois-énergie.
Systèmes solaires n° 218, p. 30-39, cartes
01/11/2013

Cartographie régionale des petites centrales photovoltaïques (de 100 à 999 KWC) en 2013.
Systèmes solaires n° 218, p. 18-20, cartes, tabl.
01/11/2013

France : un marché photovoltaïque en pleine dégringolade.
Systèmes solaires n° 10 Hors série, p. 30-34, graph.
01/11/2013

Énergies renouvelables : le coût pour gérer l'intermittence de la production éolienne et solaire.
Pour la science n° 433, p. 19-20
01/11/2013

DERDEVET (M)
Les réseaux électriques, incontournables vecteurs de la transition énergétique.
Revue de l'énergie n° 615, p. 359-364
01/09/2013

OBSERVATOIRE DES ENERGIES RENOUVELABLES
Baromètre des pompes à chaleur : 7,9 % de baisse dans l'Union européenne entre 2011 et 2012.
Systèmes solaires n° 218, p. 42-57, cartes, graph., tabl.
01/09/2013

POLITIQUE DE L'ENERGIE

La Cour des comptes juge le dispositif des Certificats d'économies d'énergie... perfectible.
Energie Plus n° 515, p. 10-11
01/11/2013

GILBERT (F), LAPOSTOLET (B)
Précarité énergétique. Entre urgence et prévention. Un enjeu sanitaire, économique et social.
Recherche (La) n° 481, p. 65-67
01/11/2013

MOISSAN (F), BOSSEBOEUF (D)
L'efficacité énergétique mondiale auscultée par l'Ademe.
Energie Plus n° 514, p. 10-11, tabl.
01/11/2013

Table ronde. Le gaz dans la transition énergétique en France.
Gaz d'aujourd'hui n° hors série, p. 17-86
01/11/2013

D'une conférence environnementale à l'autre. Bilan d'un an de politique énergétique du gouvernement.
CLER Infos n° 97, p. 3-12
01/11/2013

BOURT (L)
La transition énergétique n'aura pas lieu.
Esprit n° 398, p. 8-10
01/10/2013

HOURCADE (JC)
Transition énergétique, un piège pour les pauvres ?
Les pauvres, alibis à des politiques de courte vue.
Projet n° 336-337, p. 138-145
01/10/2013

Précarité énergétique. Dépenser trop ou avoir trop froid ?
Diagonal n° 189, p. 21-25
01/10/2013

Transition énergétique. Préparation de la loi. La conférence environnementale 2.0.
Pétrole et gaz n° 1826, p. 12-14
01/09/2013

FINON (D)
L'effet de décarbonation sur le régime de marché dans les industries électriques européennes.
Revue de l'énergie n° 615, p. 329-340, bibliogr.
01/09/2013

BEYVIN (P)
Vers un nouvel essor des Entreprises locales d'énergie (ELE).
Revue de l'énergie n° 615, p. 365-372, cartes, fig., tabl., graph.
01/09/2013

KROLIK (C)
Un prélude en demi-teinte : à propos de la décision n°2013-666 DC-loi visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre.
Revue juridique de l'environnement n° 3, p. 425-432
01/09/2013

CALLONNEC (G), LANDAIS (C), MALLIET (P), REYNES (F)
Les effets macroéconomiques des scénarios énergétiques de l'Ademe.
Revue de l'énergie n° 615, p. 344-358, tabl., graph.
01/09/2013

ROCHER (L)
Le chauffage urbain dans la transition énergétique : des reconfigurations entre flux et réseaux.
Flux n° 92, p. 23-35, bibliogr.
01/04/2013

RUMPALA (Y)
Formes alternatives de production énergétique et reconfigurations politiques. La sociologie des énergies alternatives comme étude des potentialités de réorganisation du collectif.
Flux n° 92, p. 47-61, bibliogr.
01/04/2013

ENVIRONNEMENT

Production : le vert dans le CO_2.
Ecofabrication : l'arsenal numérique.
Efficacité énergétique : les outils 2.0.
Logiciels : la frugalité à la portée de clic.
Industrie et Technologies n° 959, p. 22-38, graph.
01/11/2013

MERMET (Laurent), MONNOYER SMITH (Laurence)
La concertation sur l'environnement : les nouveaux enjeux.
Lancé en 1999, le programme de recherche "Concertation, décision, environnement" (CDE) décortique le fonctionnement et les enjeux des processus de concertation, qui s'imposent désormais sur tous les sujets majeurs d'environnement.
Environnement Magazine n° 1722, p. 43-50, web
01/11/2013

CHANGEMENT CLIMATIQUE

MONDON (S)
Sylvain Mondon, chargé de mission ministériel sur le climat : “Je produis de la mise en relation entre la recherche, le politique et le public”.
Techniques Sciences Méthodes n° 11, p. 16-17, cartes
01/11/2013

Construire du sens autour de ce que dit le cinquième rapport du GIEC.
Revue durable (La) n° 50, p. 62-69, bibliogr., web, tabl.
01/10/2013

AUVERLOT (D), BARREAU (B)
Doha, Varsovie, des conférences de transition vers un accord climatique mondial en 2015 ?
http://www.strategie.gouv.fr/blog/2013/10/note-doha-varsovie-conferences-transition-vers-accord-climatique-mondial-en-2015/
Note d’analyse du CGSP n° 7, p. 1-17
01/10/2013

BERIOT (N)
Résilience et adaptation climatique : une question globale ou une problématique sectorielle ?
Annales des Mines - Responsabilité et Environnement n° 72, p. 48-53
01/10/2013

Le bilan des émissions de gaz à effet de serre (Beges), un bon outil pour mesurer l’impact des efforts réalisés.
Environnement magazine et énergie n° 15, p. 41-42
01/10/2013

FILIMONAU (V), DICKINSON (J), ROBBINS (D), REDDY (MV)
The role of “indirect” greenhouse gas emissions in tourism : assessing the hidden carbon impacts from a holiday package tour.
Transportation Research A n° 54, p. 78-91, bibliogr., tabl., fig., graph.
01/08/2013

DECHET

Les pratiques du recyclage en Europe sous l’œil de l’Agence européenne de l’environnement (AEE).
Enjeux AFNOR n° 340, p. 25-27
01/12/2013

Le recyclage des métaux doit changer de paradigme et d’échelle.
Enjeux AFNOR n° 340, p. 28-30
01/12/2013

L’Allemagne, championne du Grüne Punkt, intègre l’économie circulaire.
Enjeux AFNOR n° 340, p. 56-58, tabl.
01/12/2013

Économie circulaire : des leviers de durabilité à explorer.
Sortir de la société du jetable. Le rôle des normes.
Enjeux AFNOR n° 340, p. 11-14, 59-64
01/12/2013

World Forum. Jeremy Rifkin plébiscite l’économie circulaire pour la région Nord-Pas-de-Calais.
Recyclage Récupération, p. 12
01/12/2013

Automobile, quelle vie après la casse ?
Argus de l'automobile et des locomotions (L') n° 4403, p. 6-7, graph.
21/11/2013

Économie circulaire en France : il y a encore du chemin à faire.
Alternatives économiques n° 329, p. 44-46, tabl.
01/11/2013

Déchets ménagers. Mettre en œuvre une tarification incitative.
Techniques Sciences Méthodes n° 11, p. 24-26, tabl., graph.
01/11/2013

Marché du recyclage : une croissance de 3 % attendue pour 2014.
Environnement et technique n° 330, p. 16
01/11/2013

CAULLET (JY)
Le bois dans l'économie circulaire.
Recyclage Récupération, p. 7
01/10/2013

Plastiques ménagers et recyclage. A la recherche d'un second souffle.
Recyclage Récupération, p. 28-32
01/10/2013

FRIOUX (S), ROCHER (L), AFFHOLDER (M), CHALOT (F)
Le problème des déchets ménagers de la fin du XIXe siècle aux années 1970.
Pour mémoire n° 12, p. 9-49, bibliogr., photogr.
01/10/2013

DROIT DE L'ENVIRONNEMENT

CANS (C), HUBERT (C), ANSELME (A), BRUNNER (N), BURKHALTER (J), GOUTARD (M), DELAUNAY (B)
Information et participation du public en matière d'environnement (septembre 2012 - septembre 2013).
Droit de l'environnement n° 217, p. 395-404
01/11/2013

BROEZ (S)
Évaluation des impacts environnementaux des projets d'infrastructures de transport : quels enseignements tirer des pratiques européennes ?
Transports n° 481, p. 32-
01/09/2013

MONEDIAIRE (G)
La participation du public à l'élaboration des actes réglementaires dans le domaine de l'environnement : en 2012, une loi Grenelle II et demi.
Revue juridique de l'environnement n° 3, p. 399-413
01/09/2013

MOLINER DUBOST (M)
La loi sur l'indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et la protection des lanceurs d'alerte : un titre prometteur mais un contenu décevant.
Revue juridique de l'environnement n° 3, p. 415-424
01/09/2013

ECONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT

LAPEYRE (R), PIRARD (R)
Payments for environmental services and market-based instruments : next of kin or false friends ?
http://www.iddri.org/Publications/Payments-for-environmental-services-and-market-based-instruments-next-of-kin-or-false-friends
Working paper IDDRI n° 14, p. 1-16, tabl.
01/11/2013

SODERBAUM (P)
Ecological economics in relation to democracy, ideology and politics.
Ecological economics n° 95, p. 221-225, bibliogr.
01/11/2013

BUSCH (J)
Supplementing REDD+ with biodiversity payments : the paradox of paying for multiple ecosystem services.
Land economics n° 89/4, p. 655-675, bibliogr., tabl., graph.
01/11/2013

DEMAILLY (D)
Croissance verte vs. décroissance : sortir d'un débat stérile.
http://www.iddri.org/Publications/Croissance-verte-vs.-decroissance-sortir-d-un-debat-sterile
Policy brief IDDRI n° 12, p. 1-4
01/11/2013

BAVEYE (PC), BAVEYE (J), GOWDY (J)
Monetary valuation of ecosystem services : it matters to get the timeline right.
Ecological economics n° 95, p. 231-235, bibliogr.
01/11/2013

DAVIDSON (MD)
On the relation between ecosystem services, intrinsic value, existence value and economic valuation.
Ecological economics n° 95, p. 171-177, bibliogr.
01/11/2013

LIPIETZ (A)
Les emplois verts : mythe ou réalité ?
Projet n° 336-337, p. 96-104
01/10/2013

MEDA (D)
Dominique Meda : "La transition écologique exige d'en finir avec le culte du PIB".
Revue durable (La) n° 50, p. 10
01/10/2013

KALLIS (G), GOMEZ BAGGETHUN (E), ZOGRAFOS (C)
To value or not to value ? That is not the question.
Ecological economics n° 94, p. 97-105, bibliogr.
01/10/2013

Premiers pas sur la voie de la fiscalité verte.
Revue de l'énergie n° 615, p. 377-379
01/09/2013

Identification et analyse des préférences lexicographiques en évaluation économique. Étude de la gestion d'une forêt littorale.
Economie et Statistique n° 460-461, p. 129-144, bibliogr., tabl.
01/09/2013

BUREAU (D), POINT (P)
Microévaluation environnementale. L'évaluation économique des services ou des dommages liés à l'environnement, vingt ans après.
Economie et Statistique n° 460-461, p. 71-77, bibliogr.
01/09/2013

ENVIRONNEMENT ET TRANSPORT

Transport maritime : le CO_2 s'affiche.
Marin (Le) n° 3458, p. 1-3, tabl.
18/10/2013

L'information CO_2 obligatoire pour les transporteurs de marchandises.
Stratégie Logistique n° 143, p. 24-25, web
01/10/2013

L'affichage CO_2 désormais obligatoire pour les prestataires de transport.
Navigation ports et industries n° 9, p. 8, web
01/09/2013

MILIEU NATUREL

BARBAULT (R)
Résilience et adaptabilité des écosystèmes.
Annales des Mines - Responsabilité et Environnement n° 72, p. 54-58, bibliogr.
01/10/2013

Dossier. 120 mètres cubes, le consommateur d'eau en question.
Un bien de consommation peu ordinaire.
Sonder les perceptions et les pratiques.
Des droits en extension.
Connaître et maîtriser la demande.
Sciences Eaux et Territoires - IRSTEA n° 10, p. 6-94, tabl., graph., ann., bibliogr.
01/03/2013

POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT

CARON (JF)
Loos-en-Gohelle, la conversion d'un territoire.
Projet n° 336-337, p. 105-110
01/10/2013

WEBER (J)
Conférence environnementale : où est passée la science ?
Valeurs vertes n° 124, p. 4-5
01/10/2013

ROY (L)
Entretien avec Laurent Roy, directeur de l'eau et de la biodiversité au ministère de l'Écologie.
Retour sur la table ronde "Politique de l'eau" de la Conférence environnementale 2013.
Techniques Sciences Méthodes n° 10, p. 10-12
01/10/2013

POLLUTIONS - NUISANCES

Dossier Ecotoxicologie. Le renouveau des bio-indicateurs dans l'eau, les sols et l'air.
Environnement Magazine n° 1722, p. 64-71, tabl., web
01/11/2013

AMI (D), APRAHAMIAN (F), CHANEL (O), LUCHINI (S)
Comment les individus valorisent-ils les décès associés à la pollution atmosphérique ? Une comparaison de trois scénarios hypothétiques.
Economie et Statistique n° 460-461, p. 107-128, bibliogr., ann., graph., tabl.
01/09/2013

GRAFF ZIVIN (J), NEIDELL (M)
Environment health, and human capital.
Journal of economic literature n° 51/3, p. 689-730, bibliogr., tabl., graph.
01/09/2013

RISQUES

LAGANIER (R)
Améliorer les conditions de la résilience urbaine dans un monde pluriel : des défis et une stratégie sous contrainte.
Annales des Mines - Responsabilité et Environnement n° 72, p. 65-71, bibliogr., graph.
01/10/2013

WINTER (L)
Vulnérabilité et résilience des réseaux face aux risques naturels.
Annales des Mines - Responsabilité et Environnement n° 72, p. 37-41
01/10/2013

La résilience : plus qu'une mode ?
Pourquoi le concept de résilience prend-il aujourd'hui une telle importance ?
Construire la résilience : pratiques sectorielles. Aspects systémiques.
Annales des Mines - Responsabilité et Environnement n° 72, p. 5-71, bibliogr., fig.
01/10/2013

DRON (D)
La résilience : un objectif et un outil de politique publique. Son apparition en France, et quelques perspectives.
Annales des Mines - Responsabilité et Environnement n° 72, p. 12-16, photogr.
01/10/2013

Les inondations remarquables en France depuis 1910 : premiers éléments issus de l'enquête EPRI 2011.
Houille blanche (La) n° 5, p. 37-47, bibliogr., tabl., graph., cartes
01/10/2013

BONVALLOT (N), PERY (A), LAFON (D), BOULANGER (G), KARG (F), MOSQUERON (L), ISMERT (M), GUILLOSSOU (G), GLORENNEC (P)
Évaluation du risque chimique en santé-travail et en santé-environnement : objectifs et méthodes.
Environnement Risques et Santé (ERS) n° 5, p. 434-441, bibliogr., tabl., fig.
01/09/2013

RECHERCHE - INNOVATION

Transport : le Predit 4 s'achève, bientôt un Predit 5.
Energie Plus n° 516, p. 11, tabl.
01/12/2013

Louis Fernique, secrétaire permanent du Predit. Quel avenir pour la recherche transport ?
Infrastructures et Mobilité n° 132, p. 9-10
01/10/2013

PITTMAN (A), ELREEDY (S), LAURENT (L)
Le réseau européen ERA-ENVHEALTH pour la recherche en santé environnement.
Environnement Risques et Santé (ERS) n° 5, p. 452-456, tabl.
01/09/2013

MARCHAND (JL)
Entretien avec Jean-Louis Marchand, président du pôle de compétitivité Advancity.
TEC : Transport Environnement Circulation n° 219, p. 34-35
01/09/2013

GILLIERON (PY), MARAIS (J), PEYRET (F), KAPARIAS (I), FLORE RENAUD (J), DAAMEN (W), HEYDECKER (BG)
Les systèmes coopératifs dans les transports : une approche coordonnée qui nécessite une affirmation des champs de compétence.
Nearctis : vers une recherche harmonisée en gestion du trafic et systèmes coopératifs.
RTS : Recherche Transports Sécurité n° 113, p. 105-123, bibliogr., cartes, fig., schémas
01/06/2013

HRABANSKI (M)
Les experts scientifiques français dans le millenium ecosystem assessment (2001-2005) : les raisons de leur absence.
Natures sciences sociétés n° 2, p. 182-199, bibliogr.
01/04/2013

SANTE

SANTAELLA (C), AUFFAN (M), THIERY (A), BOTTERO (JY), MOUCHET (F), FLAHAUT (E), PINELLI (E), GAUTHIER (L)
Dossier Nanotoxicologie. Synthèse et caractérisation. De l'organisme à l'écosystème.
Nanotubes de carbone : quels risques pour l'environnement ?
Reproduire un écosystème pour évaluer l'impact des nanoparticules.
Biofutur n° 347, p. 23-49, fig.
01/10/2013

SOCIETE

Obsolescence programmée des produits : info ou intox ?
Enjeux AFNOR n° 340, p. 22-24
01/12/2013

MARCK (H), BERTHELOT (G), BILLAUD (E), BOEUF (G), MASSON DELMOTTE (V), TOUSSAINT (JF)
Les piliers d'un nouvel humanisme.
Futuribles n° 397, p. 21-34, graph., fig.
01/11/2013

RABHI (P)
La sobriété heureuse.
Prospective stratégique n° 42, p. 44-49
01/10/2013

LAIGLE (L)
Pour une transition écologique à vision sociétale.
Mouvements n° 75, p. 134-142
01/10/2013

TOURISME

BARNU (J)
Le tourisme en France : une mine d'or à l'abandon.
Annales des Mines - Réalités Industrielles, p. 26-31
01/11/2013

TRANSPORT

AUTOMOBILE

Mobilité. Les nouveaux adeptes du partage.
Ville Rail et Transports n° 557, p. 20-21
26/11/2013

Spécial Autopartage. Développer l'intermodalité pour faciliter la mobilité durable des citoyens.
Ville Rail et Transports n° 556 supplément, p. 51-56, graph., web
13/11/2013

Service d'autopartage à Lyon. SunMoov' : quand l'énergie solaire se transforme en kilomètres.
Bus et Car Magazine n° 936, p. 26-29, fig.
11/10/2013

SAROLI (C), LERICOLAIS (M)
Perspectives territoriales. Conclusions du colloque "Les rencontres du covoiturage" du 11 juin 2013.
TEC : Transport Environnement Circulation n° 219, p. 49-52
01/09/2013

MERLIN (P), PAUL DUBOIS TAINE (O), KOENIG (JG), COMMENGES (H)
Du tout-voiture au zéro-voiture : une entrée par les dispositifs techniques. Entretiens.
Flux n° 92, p. 75-88
01/04/2013

DEUX ROUES

GAUTHIER (S)
Veligo : le stationnement vélo sécurisé en Ile-de-France.
TEC : Transport Environnement Circulation n° 219, p. 53-61, tabl.
01/09/2013

ECONOMIE DU TRANSPORT

PERRET (B)
Position : il faut sauver l'écotaxe.
Esprit n° 400, p. 9-11
01/12/2013

Postpaiement. Voyagez d'abord, payez après.
Ville Rail et Transports n° 557, p. 36-36
26/11/2013

Evolution des coûts de transport 2013-2014 : bilan des hausses des coûts de revient en 2013 et perspectives 2014.
Lettre du Transport Routier (La) n° 1289, p. 1-4, tabl., graph.
17/11/2013

Suspension de l'écotaxe Poids lourds : un grand flou gouvernemental.
Officiel des transporteurs (L') n° 2713, p. 6-10
15/11/2013

Report de l'écotaxe : impasse financière pour les infrastructures.
Ville Rail et Transports n° 556 supplément, p. 8-9
13/11/2013

Avis de tempête sur le transport de voyageurs avec l'augmentation de la TVA en 2014.
Bus et Car Magazine n° 938-939, p. 26-28, cartes
08/11/2013

PRUD'HOMME (R)
Les camions paient-ils bien leurs coûts ? Une étude de R. Prud'homme.
Lettre du Transport Routier (La) n° 1287, p. 1-2
03/11/2013

Frédéric Cuvillier : "L'écotaxe est utile aux transporteurs".
Officiel des transporteurs (L') n° 2710, p. 6-13
25/10/2013

BERTIN (D), DUBROMEL (M)
Pour ou contre une taxe carbone pour le transport ?
Officiel des transporteurs (L') n° 2708, p. 18-20
11/10/2013

Ecotaxe poids lourds au 1er janvier 2014. Les transporteurs étrangers seront-ils prêts ?
Officiel des transporteurs (L') n° 2708, p. 28-34
11/10/2013

OLLIVIER TRIGALO (M)
L'instauration d'une écotaxe sur les poids lourds en France : endurance technico-économique des impulsions politiques.
http://developpementdurable.revues.org/9983
Développement durable et territoires n° 4/3, p. 1-22, bibliogr., tabl.
01/10/2013

INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

Dossier. Pôles d'échanges multimodaux, du transport mais pas seulement.
Du concept à ses réalisations.
Le Grand Paris face aux défis de l'intermodalité.
Fret : Dourges, un phare dans le désert ?
Infrastructures et Mobilité n° 132, p. 11-20, plans
01/10/2013

TRICAUD (E)
Les gares, grands ouvrages urbains en pleine mutation.
PCM Le Pont n° 858-859, p. 75-80
01/10/2013

FABUREL (G)
Écologie et paysage : quelle acceptabilité sociale des grands équipements de transport ?
Transports n° 481, p. 15-21, bibliogr.
01/09/2013

CROZET (Y)
Commission Mobilité 21 : à la recherche de fondements méthodologiques des nouvelles priorités de la politique des transports.
Transports n° 481, p. 5-14, bibliogr., tabl., graph.
01/09/2013

Liaisons européennes. Des corridors européens interopérables.
Quel avenir pour les autoroutes de la mer ? Autoroutes ferroviaires : un réseau en développement. Seine-Nord, relier la Seine au cœur de l'Europe.
Navigation ports et industries n° 9, p. 11-23, cartes
01/09/2013

POLITIQUE DES TRANSPORTS

Intermodalité, stationnement, financements. Quelles politiques de mobilité ? Colloque organisé par le GART, la Communauté urbaine de Strasbourg et Transport public.
Transport Public n° 1139, p. 47-57
01/10/2013

NEIERTZ (N), VADELORGE (L), MARTINAND (C), PAUL DUBOIS TAINE (O)
La loi d'orientation des transports intérieurs (LOTI) a 30 ans.
Perspective historique des politiques de "coordination" des transports.
Pour mémoire n° 12, p. 50-92
01/10/2013

MARIOTTO (M)
L'échelon départemental, un atout pour les transports intégrés.
TEC : Transport Environnement Circulation n° 219, p. 74-79, cartes, plans
01/09/2013

LAMBERT (H
Le schéma de la mobilité du département du Nord : une conception par et pour les Nordistes.
TEC : Transport Environnement Circulation n° 219, p. 70-73
01/09/2013

SECURITE DU TRANSPORT

ROUX (S), POINT (P)
L'impact local des radars fixes sur les accidents de la route : un effet important après l'installation, mais plus réduit à long terme.
Economie et Statistique n° 460-461, p. 37-68, bibliogr., ann., tabl., graph.
01/09/2013

CARNIS (L)
Quels enseignements peut-on tirer des statistiques des infractions au code de la route sur la politique publique de sécurité routière ?
RTS : Recherche Transports Sécurité n° 113, p. 27-104, bibliogr., graph., tabl.
01/06/2013

TRANSPORT DE MARCHANDISES

Transfert modal : la fin des ambitions européennes ?
Ville Rail et Transports n° 557, p. 40-42
26/11/2013

TRANSPORT DE VOYAGEURS

Classement 2013 des 200 premières PME de transport routier de voyageurs.
Bus et Car Magazine n° 941, p. 8-43, tabl.
06/12/2013

Transport collectif : l'autobus est très sollicité, l'autocar joue la capacité selon une étude du CGDD.
Bus et Car Magazine n° 641, p. 66-73, graph., tabl.
06/12/2013

HOLDEN (E), LINNERUD (K), BANISTER (D)
Sustainable passenger transport : back to Brundtland.
Transportation Research A n° 54, p. 67-77, bibliogr., graph.
01/08/2013

MIKIKI (F), MORFOULAKI (M), PAPAIOANNOU (P), AIFADOPOULOU (G)
L'importance attribuée par les usagers des transports publics à l'information fournie par les technologies avancées : un levier pour l'investissement dans les systèmes coopératifs.
RTS : Recherche Transports Sécurité n° 113, p. 125-140, bibliogr., graph., tabl.
01/06/2013

TRANSPORT FERROVIAIRE

Les cahiers du GART. Les autorités organisatrices de transport face aux réformes ferroviaires françaises et européennes. Le 4e paquet ferroviaire.
Ville Rail et Transports n° 557, p. III-XIX, cartes
26/11/2013

T3M ou l'histoire d'un pionnier du transport rail-route "indépendant".
Les conditions d'accès aux terminaux de transport combiné désormais clarifiées.
Logistiques Magazine n° 284, p. 48-57
01/11/2013

Rapport de la commission Mobilité 21. Aussi vite que possible ? Aussi vite que nécessaire ?
Rail (Le) n° 201, p. 10-14
01/11/2013

Les causes contestables de la chute du fret ferroviaire.
Rail (Le) n° 201, p. 30-33, graph., tabl.
01/11/2013

LENOIR (J), DI LALLO (G), RAPOPORT (J), JANAILLAC (JM), GARREL (G)
Débat. Projet de réforme ferroviaire : entre atouts et interrogations.
Infrastructures et Mobilité n° 133, p. 27-34
01/11/2013

Deux nouvelles autoroutes ferroviaires à l'horizon 2015.
Ville Rail et Transports n° 556, p. 48-50, cartes
29/10/2013

FAVIN LEVEQUE (JC)
Réforme ferroviaire. Europa nein danke ?
Ville Rail et Transports n° 555 supplément, p. 46-50
15/10/2013

Rapport d'activité 2012 de l'Etablissement Public de sécurité Ferroviaire (EPSF) : quelques éléments marquants.
Revue Générale des Chemins de fer n° 231, p. 52-56, tabl.
01/10/2013

L'autoroute ferroviaire Atlantique pour 2016.
Stratégie Logistique n° 143, p. 9
01/10/2013

TRANSPORT FLUVIAL

De la Saône au Rhin, le grand gabarit cherche sa voie.
Diagonal n° 189, p. 11-16
01/10/2013

Naïades II : programme européen d'action en faveur de la voie d'eau. L'excellence pour combattre la crise.
Navigation ports et industries n° 9, p. 27-29
01/09/2013

TRANSPORT MARITIME

BOYER (L)
Perspectives de mise en valeur stratégique des voies maritimes arctiques par les États côtiers.
Le nouveau passage vers l'Asie. Mythes et réalités.
Quelle exploitation commerciale des voies maritimes arctiques ?
Revue maritime (La) n° 494, p. 84-116, cartes, ann., tabl., fig.
01/09/2013

TRANSPORT MARITIME - PORT MARITIME

Dossier. Les marchandises diverses à Haropa.
Le conteneur, carte maîtresse. Haropa : un rôle de hub logistique.
Journal de la marine marchande n° 4902, p. 9-33
29/11/2013

Dossier port de Marseille. Croître malgré le choc pétrolier.
Marin (Le) n° 3458, p. 25-36, graph.
18/10/2013

TRANSPORT ROUTIER DE MARCHANDISES

Vu par la Banque de France, le transport routier de marchandises en 12 indicateurs.
Officiel des transporteurs (L') n° 2713, p. 18, tabl., graph.
15/11/2013

La vulnérabilité des entreprises de transport. Panorama de la Banque de France.
Lettre du Transport Routier (La) n° 1286, p. 1-4, graph., tabl.
27/10/2013

Défaillances d'entreprises au 3e trimestre 2013. Toujours au plus haut !
Officiel des transporteurs (L') n° 2709, p. 30-40
18/10/2013

TRANSPORT URBAIN

Un réseau d'autobus redessiné grâce au téléphone mobile.
Recherche (La) n° 482, p. 32-35, fig.
01/12/2013

Transports urbains : réforme du financement ou gratuité ?
Rail (Le) n° 201, p. 16-19, tabl.
01/11/2013

Financement des transports publics urbains : entre disette et demande.
Rail (Le) n° 201, p. 20-23
01/11/2013

Bus à haut niveau de service (BHNS), le bus qui fait aimer le bus.
Transport Public n° 1139, p. 30-44
01/10/2013

DAMAS (C)
La régulation du trafic urbain au service des politiques de déplacement.
TEC : Transport Environnement Circulation n° 219, p. 3-6, fig.
01/09/2013